

FINANCIÈRE CANACCORD INC.

Rapport du
premier trimestre
de 2011 aux
actionnaires

ANNONCE SES RÉSULTATS DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011

(Tous les montants sont en dollars canadiens, sauf indication contraire.)

VANCOUVER, le 5 août 2010 – Les produits de Financière Canaccord Inc. pour le premier trimestre de l'exercice 2011, terminé le 30 juin 2010, se sont établis à 151,9 millions \$, en hausse de 6,1 % par rapport au trimestre précédent. Le bénéfice net pour le premier trimestre a atteint 4,9 millions \$, soit une baisse de 35,2 % par rapport au trimestre précédent. Les résultats du trimestre comprennent 12,4 millions \$ d'éléments de la charge liée aux acquisitions¹ dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, déduction faite des impôts et des taxes, le bénéfice net s'est élevé à 13,9 millions \$. Le résultat par action (RPA) dilué s'est établi à 0,06 \$ pour le premier trimestre de 2011, en baisse de 0,08 \$ par rapport au trimestre précédent. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le RPA dilué a atteint 0,18 \$ pour le premier trimestre de 2011.

Au sujet des résultats du trimestre, Paul Reynolds, président et chef de la direction, a déclaré : «En dépit des conditions de marché difficiles qui ont sévi pendant une grande partie du trimestre, les résultats du premier trimestre de 2011 donnent les premiers signes du succès que nous permet de connaître l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity. Ils sont le reflet de la dynamique que nous créons partout dans notre entreprise, à mesure que nous tirons parti de la compétence et des relations de notre équipe élargie des marchés des capitaux dans le but d'offrir encore plus de valeur à nos clients.»

COMPARAISON SÉQUENTIELLE

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le quatrième trimestre de 2010

- Produits de 151,9 millions \$, en hausse de 6,1 %, ou 8,8 millions \$, par rapport à 143,1 millions \$
- Charges de 144,7 millions \$, en hausse de 5,1 %, ou de 7,0 millions \$, en regard de 137,7 millions \$
- Bénéfice net de 4,9 millions \$, en baisse de 35,2 %, ou 2,7 millions \$, contre 7,5 millions \$
- RPA dilué de 0,06 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,14 \$ au quatrième trimestre de 2010
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 3,7 %, en baisse comparativement à 7,6 %
- Le 4 août 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 10 septembre 2010 aux actionnaires inscrits le 27 août 2010

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le quatrième trimestre de 2010, compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions¹

- Produits de 151,9 millions \$, en hausse de 6,1 %, ou 8,8 millions \$, par rapport à 143,1 millions \$
- Charges de 132,3 millions \$, en baisse de 0,3 %, ou 0,4 million \$, contre 132,7 millions \$
- Bénéfice net de 13,9 millions \$, en hausse de 25,5 %, ou 2,8 millions \$, contre 11,1 millions \$
- RPA dilué de 0,18 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,21 \$ au quatrième trimestre de 2010
- RCP de 10,3 %, en baisse comparativement à 11,1 %²

(1) Les éléments de la charge liée à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity comprennent les coûts d'acquisition de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels de 1,4 million \$ du premier trimestre de 2011 et les coûts d'acquisition de 5,0 millions \$ du quatrième trimestre de 2010. (Voir les mesures non conformes aux PCGR.)

(2) Les chiffres du RCP, compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, excluent seulement les coûts d'acquisition de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition de 1,4 million \$ du premier trimestre de 2011 et les coûts d'acquisition de 5,0 millions \$ du quatrième trimestre de 2010.

TABLE DES MATIÈRES

Canaccord annonce ses résultats du premier trimestre	1	Bilans consolidés intermédiaires	24	États de la variation des capitaux propres consolidés intermédiaires	26
Message aux actionnaires	4	États des résultats consolidés intermédiaires	25	États des flux de trésorerie consolidés intermédiaires	27
Rapport de gestion	6	États du résultat étendu consolidés intermédiaires	26	Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires	28

Situation financière à la fin du premier trimestre de 2011 par rapport au quatrième trimestre de 2010

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 570,0 millions \$, en baisse de 161,9 millions \$ contre 731,9 millions \$
- Fonds de roulement de 325,0 millions \$, en baisse de 33,6 millions \$ en regard de 358,6 millions \$
- Total des capitaux propres de 669,6 millions \$, en hausse de 267,9 millions par rapport à 401,7 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 7,84 \$ à la fin de la période, en hausse de 12,6 %, ou de 0,88 \$, en regard de 6,96 \$

COMPARAISON DU PREMIER TRIMESTRE DE 2011 AVEC LE PREMIER TRIMESTRE DE 2010

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le premier trimestre de 2010

- Produits de 151,9 millions \$, en hausse de 10,5 %, ou 14,4 millions \$, par rapport à 137,5 millions \$
- Charges de 144,7 millions \$, en hausse de 19,1 %, ou de 23,2 millions \$, en regard de 121,5 millions \$
- Bénéfice net de 4,9 millions \$, en baisse de 46,5 %, ou 4,2 millions \$, contre 9,1 millions \$
- Rendement des capitaux propres (RCP) de 3,7 %, en baisse comparativement à 9,7 %
- RPA dilué de 0,06 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,16 \$

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le premier trimestre de 2010, compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions¹

- Produits de 151,9 millions \$, en hausse de 10,5 %, ou 14,4 millions \$, par rapport à 137,5 millions \$
- Charges de 132,3 millions \$, en hausse de 8,9 %, ou 10,8 millions \$, en regard de 121,5 millions \$
- Bénéfice net de 13,9 millions \$, en hausse de 52,5 %, ou 4,8 millions \$, contre 9,1 millions \$
- RPA dilué de 0,18 \$ comparativement à un RPA dilué de 0,16 \$

Situation financière à la fin du premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010

- Solde de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de 570,0 millions \$, en baisse de 164,3 millions \$ contre 734,3 millions \$
- Fonds de roulement en hausse de 23,4 millions \$, passant de 301,6 millions \$ à 325,0 millions \$
- Total des capitaux propres de 669,6 millions \$, en hausse de 284,2 millions \$ par rapport à 385,4 millions \$
- Valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) de 7,84 \$ à la fin de la période, en hausse de 16,5 %, ou de 1,11 \$, en regard de 6,73 \$

SOMMAIRE D'EXPLOITATION

Non sectoriel

- Le 22 avril 2010, les actionnaires de Financière Canaccord Inc. ont approuvé une émission d'actions visant à compléter l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity.
- Le 23 avril 2010, Financière Canaccord Inc. a conclu l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity.
- L'intégration des activités de Genuity au sein de Canaccord Adams a été achevée le 10 mai 2010. Par suite de cette acquisition, Canaccord Adams a été renommée Canaccord Genuity.
- Lors de l'assemblée extraordinaire des actionnaires de Canaccord qui a eu lieu le 22 avril 2010, les actionnaires ont approuvé l'élection de David Kassie et de Philip Evershed au conseil d'administration de Financière Canaccord Inc. David Kassie a été nommé président du conseil du Groupe. M. Kassie et M. Evershed étaient directeurs et cofondateurs de Marchés des capitaux Genuity.
- Lors de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de l'exercice 2010 de Canaccord qui a eu lieu le 25 juin 2010, les actionnaires ont approuvé l'élection de Matthew Gaasenbeek au conseil d'administration de Financière Canaccord Inc. M. Gaasenbeek, 44 ans, s'est joint à Canaccord en janvier 1994. Au cours de sa carrière au sein de Canaccord, il a occupé divers postes, notamment ceux de spécialiste des services bancaires d'investissement, chef des services bancaires d'investissement pour le groupe Mines, représentant pour les ventes institutionnelles, chef des ventes institutionnelles et des activités de négociation et chef, Marchés des Capitaux. Il est actuellement chef du groupe Valeurs mobilières.

Marchés des capitaux

- Canaccord Genuity a dirigé 29 opérations à l'échelle internationale pour mobiliser un produit total de 1,2 milliard \$³ au cours du premier trimestre de 2011.
- Canaccord Genuity a participé à un total de 97 opérations à l'échelle internationale, mobilisant un produit total de 2,9 milliards \$³ au cours du premier trimestre de 2011.
- Au cours du premier trimestre de 2011, Canaccord Genuity a dirigé ou codirigé les opérations suivantes :
 - une opération de 382,8 millions \$ pour Tahoe Resources Inc. à la Bourse de Toronto;
 - deux opérations distinctes totalisant 166,9 millions \$ à la Bourse de Toronto pour Artis Real Estate Investment Trust;
 - une opération de 145,0 millions \$ pour Eacom Timber Corporation à la Bourse de croissance TSX;
 - une opération de 92,0 millions \$ US pour Alphatech Holdings sur le NASDAQ;
 - une opération de 90,9 millions \$ US pour Rubicon Technologies, Inc. sur le NASDAQ;
 - une opération de 86,3 millions \$ US pour Northern Oil & Gas auprès d'AMEX;
 - une opération de 80,0 millions \$ pour Alliance Grain Traders Inc. à la Bourse de Toronto;

(1) Les éléments de la charge liée à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity comprennent les coûts d'acquisition de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels de 1,4 million \$ du premier trimestre de 2011 et les coûts d'acquisition de 5,0 millions \$ du quatrième trimestre de 2010. (Voir les mesures non conformes aux PCGR.)

(3) Source : FP Infomart et données de la Société.

- une opération de 75,0 millions \$ pour Petromanas Energy Inc. à la Bourse de croissance TSX;
- une opération de 48,5 millions £ pour Rockhopper Exploration Plc à l'AIM.
- Au cours du premier trimestre de 2011, Canaccord Genuity a été conseiller pour les opérations de fusions et acquisitions suivantes :
 - conseiller de Corriente Resources Inc. dans le cadre de sa vente à Tongling Nonferrous Metals Group Holdings Co., Ltd et à China Railway Construction Corporation Limited;
 - conseiller de Goldcorp Inc. dans le cadre de la vente de son projet Escobal à Tahoe Resources Inc.;
 - conseiller de Brett Resources dans le cadre de sa vente à Osisko Mining Corp.
- Canaccord a augmenté sa part du marché des activités de négociation de blocs de titres tant à la Bourse de Toronto qu'à la Bourse de croissance TSX par rapport au trimestre précédent :
 - *Bourse de Toronto*
 - La part de marché de Canaccord à la Bourse de Toronto a pratiquement doublé de valeur en regard du trimestre précédent, passant de 1,6 % au quatrième trimestre de 2010 à 3,1 % au premier trimestre de 2011.
 - La part de marché de Canaccord à la Bourse de Toronto, en fonction du volume, s'est accrue pour s'établir à 5,5 % au premier trimestre de 2011, contre 3,2 % au quatrième trimestre de 2010.
 - *Bourse de croissance TSX*
 - Canaccord s'est classée au premier rang au Canada, au chapitre de la valeur, pour ce qui est de la part de marché des activités de négociation de blocs de titres, atteignant 10,1 % au premier trimestre de 2011, en hausse par rapport à une quatrième place et 7,6 % au quatrième trimestre de 2010⁴.
 - Canaccord s'est classée au deuxième rang au Canada, au chapitre du volume, pour ce qui est de la part de marché des activités de négociation de blocs de titres, atteignant 12,2 % de la part de marché, en hausse par rapport à 10,3 % pour le quatrième trimestre de 2010.
 - L'augmentation de la part de marché est attribuable en grande partie à l'intégration réussie de Marchés des capitaux Genuity au cours du trimestre, laquelle a considérablement accru les forces du bureau de vente et de négociation et multiplié les relations avec la clientèle.
- Canaccord Genuity a réalisé quatre opérations de placement privé d'actions («PPA») en Amérique du Nord, ce qui lui a permis de mobiliser un produit de 117,5 millions \$ US au premier trimestre de 2011⁵.

Gestion du patrimoine

- Actifs sous administration de 12,6 milliards \$, en hausse de 22,3 % par rapport à 10,3 milliards \$ à la fin du premier trimestre de 2010 et en baisse de 2,3 % par rapport à 12,9 milliards \$ à la fin du quatrième trimestre de 2010.
- Actifs sous gestion de 431 millions \$, en baisse de 2,7 % par rapport à 443 millions \$ à la fin du premier trimestre de 2010 et en baisse de 3,1 % par rapport à 445 millions \$ à la fin du quatrième trimestre de 2010.
- Au 30 juin 2010, Canaccord avait 290 équipes de conseillers⁶, en baisse de 45 par rapport à 335 équipes de conseillers au 30 juin 2009 et de 13 en regard de 303 équipes de conseillers au 31 mars 2010.
 - Cette baisse est en grande partie attribuable à une révision stratégique continue de notre division Gestion du patrimoine et à la conversion de succursales à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante, où chaque succursale est dirigée par un conseiller en placement et représente une équipe de conseillers.
- Au cours du premier trimestre de 2011, Gestion du patrimoine Canaccord a inauguré la succursale Cobourg (Ontario) et sa deuxième succursale à Ottawa. Les deux succursales sont exploitées sur la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.
- Gestion du patrimoine Canaccord compte maintenant 31 bureaux au Canada, dont 11 succursales converties à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.

Mesures non conformes aux PCGR

La direction estime que les mesures non conformes aux PCGR présentées, lesquelles incluent les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions, fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Il existe une restriction à l'utilisation de ces mesures non conformes aux PCGR puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du rendement financier de Canaccord et les mesures respectives non conformes aux PCGR doivent être parallèlement prises en compte. Parmi les mesures non conformes aux PCGR, mentionnons les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire (nombre dilué) et le rendement des capitaux propres.

(4) Source : Canada Equity.

(5) Source : Placement Tracker. Comprend des placements pour des sociétés constituées au Canada et aux États-Unis.

(6) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers en placement qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement détenant son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement environ trois ans à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

Bien que le premier trimestre de l'exercice 2011 ait présenté de nombreux défis sur les marchés, nous avons accompli plusieurs réalisations importantes pour Financière Canaccord. Le 23 avril 2010, nous avons achevé avec succès l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity) et avons, par la suite, annoncé l'intégration de nos activités sur les marchés des capitaux mondiaux sous le nom de Canaccord Genuity. Déjà à cette étape précoce, nous entrevoyons l'émergence d'une banque d'investissement indépendante à l'étalon-or que nous anticipions grâce à ce regroupement. Notre équipe de classe mondiale de banquiers et d'analystes travaille en partenariat de façon homogène; notre secteur de la consultation est en progression et la part de marché de nos activités de vente et de négociation ne cesse de croître. Tous ces faits concordent pour démontrer l'accueil enthousiaste que reçoit notre équipe élargie de marchés des capitaux quant à la valeur ajoutée qu'elle peut apporter à nos clients.

APERÇU FINANCIER

L'acquisition de Genuity au cours du premier trimestre a été un événement déterminant dans la transformation des activités de Canaccord. Pour cette raison, nous croyons qu'une comparaison séquentielle plutôt qu'en glissement annuel offre un éclairage plus significatif sur le rendement d'exploitation de Canaccord pour le premier trimestre de 2011. Une analyse complète des résultats du premier trimestre de 2011, selon les PCGR¹ du Canada, par rapport aux résultats du premier trimestre de 2010 est présentée dans le rapport de gestion qui suit.

En dépit de la volatilité des marchés des actions et des titres de créance partout dans le monde pendant une bonne partie du trimestre, Financière Canaccord s'en est relativement bien tirée pour le trimestre terminé le 30 juin 2010. Les produits se sont élevés à 151,9 millions \$, en hausse de 6,1 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice 2010, surtout en raison d'une augmentation importante des honoraires de consultation.

Les résultats du premier trimestre comprennent des frais liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et un amortissement des actifs incorporels liés aux acquisitions de 1,4 million \$. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, les charges ont légèrement diminué pour s'établir à 132,3 millions \$, alors que le bénéfice net a bondi de 25,5 % pour atteindre 13,9 millions par rapport au trimestre précédent. La hausse du résultat net par action pour le trimestre a été en partie neutralisée par l'émission de 26,5 millions d'actions ordinaires, qui a été autorisée par les actionnaires afin de faciliter l'acquisition de Genuity. Compte non tenu des éléments de la charge mentionnés ci-dessus, le résultat dilué par action a été de 0,18 \$ au cours du premier trimestre en regard de 0,21 \$ pour le quatrième trimestre de 2010.

Compte tenu de tous les éléments de la charge liée aux acquisitions, les charges ont augmenté de 5,1 % pour s'établir à 144,7 millions \$ par rapport au trimestre précédent et le bénéfice net déclaré pour le premier trimestre a atteint 4,9 millions \$, en baisse de 35,2 %. Le résultat dilué par action a été de 0,06 \$ contre 0,14 \$ pour le quatrième trimestre de 2010.

L'amélioration du rendement des capitaux propres (RCP) demeure un objectif de l'équipe de direction et nous mettons actuellement en place des initiatives qui nous aident à atteindre notre cible de RCP à long terme. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions², le RCP annualisé pour le premier trimestre de l'exercice 2011 a été de 10,3 %, contre 11,1 % au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2010.

CANACCORD GENUITY

L'équipe élargie de Canaccord Genuity a dégagé un solide rendement des activités de négociation et des marchés des capitaux, malgré les fortes turbulences sur les marchés au cours du premier trimestre. Nos équipes du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni ont agi comme chef de file dans 29 opérations à l'échelle mondiale, mobilisant un produit totalisant 1,2 milliard \$. Les produits de Canaccord Adams, qui se sont inscrits à 100,2 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2010, ont surclassé de 20 % les produits enregistrés au quatrième trimestre de l'exercice 2010. Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le bénéfice d'exploitation de Canaccord Genuity s'est établi à 25,8 millions \$ avant les imputations de coûts intersectorielles, soit une hausse de 50 % par rapport au trimestre précédent. La progression des produits était largement inférieure à cet accroissement du bénéfice d'exploitation; toutefois, les efforts visant à réduire les charges pendant le trimestre ont aussi contribué à cette hausse. Certains coûts ont été reclassés au cours du premier trimestre de 2011 afin de permettre une meilleure gestion des ratios de rémunération. Dans le cadre de ce reclassement, plusieurs charges qui étaient antérieurement imputées aux comptes de rémunération sont maintenant comptabilisées aux postes Frais d'administration ou Communications et technologies. Les augmentations de ces postes pour le trimestre sont en grande partie attribuables à ce reclassement.

Pour le trimestre considéré, nous avons commencé à présenter les produits tirés des fusions et acquisitions de même que des honoraires de consultation afin d'assurer une plus grande transparence à l'égard de notre rendement sur les marchés des capitaux. De cette façon, nous soulignons la force de notre équipe de fusions et acquisitions et de consultation ainsi que les relations que nous avons établies avec les clients par suite de l'acquisition de Genuity. Les honoraires de consultation pour le trimestre ont totalisé 20,7 millions \$ contre 8,3 millions \$ au cours de la période précédente, un bond de près de 150 %.

(1) Principes comptables généralement reconnus du Canada

(2) Les chiffres du RCP, compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, excluent seulement les coûts d'acquisition de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition de 1,4 million \$ du premier trimestre de 2011 et les coûts d'acquisition de 5,0 millions \$ du quatrième trimestre de 2010.

Au Canada, les services de financement de sociétés et les mandats de consultation ont généré un excellent rendement pour le trimestre grâce à d'importantes opérations, notamment une opération de 383 millions \$ pour Tahoe Resources à la Bourse de Toronto et une opération de 145 millions \$ pour Eacom Timber Corporation à la Bourse de croissance TSX. Dans le cadre de nos activités de vente et de négociation, la force de nos relations avec les clients nous a aidés à prendre de très grandes parts de marché à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, tant au plan de la valeur que du volume.

Les activités de Canaccord Genuity aux États-Unis ont connu de bons résultats pour le premier trimestre, traditionnellement le meilleur de l'exercice, ayant conclu plusieurs opérations réussies avec des clients sur les bourses NASDAQ et AMEX. Au cours du trimestre, nous avons recruté un analyste principal renommé des titres pour les technologies sans fil, qui sera un réel atout pour notre secteur de la technologie dont les capacités sont déjà reconnues.

Notre secteur du Royaume-Uni s'en sort bien malgré un contexte d'affaires très difficile. Bien que les volumes de prises fermes diminuent, les activités de ventes et de négociation sont en progression. Notre équipe de direction continue de faire un excellent travail dans le développement de nos affaires au Royaume-Uni, des banquiers des secteurs des mines et de l'énergie ayant récemment été recrutés dans le but de diversifier notre offre pour les clients.

GESTION DU PATRIMOINE CANACCORD

La volatilité des marchés qui a prévalu pendant une grande partie du premier trimestre a de nouveau forcé de nombreux investisseurs à se retirer. Par conséquent, les produits de Gestion du patrimoine Canaccord pour le premier trimestre de l'exercice 2011 ont chuté pour s'établir à 47,2 millions \$, en baisse de 14,2 % par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent. Après les imputations de coûts intersectoriels, la division a subi une perte de 1,9 million \$ contre une perte de 1,1 million \$ pour le trimestre précédent.

La gestion du patrimoine demeure une activité principale de Canaccord et nous sommes heureux du progrès que réalise notre équipe de direction quant à son plan stratégique. Son objectif est vraiment d'abaisser le seuil de rentabilité de l'entreprise de façon à la transformer en établissement autonome. Une stratégie qui vise à réduire les coûts et à minimiser l'investissement des capitaux requis pour accroître les produits est la mise en place de la plateforme de gestion du patrimoine indépendante. Au cours du trimestre, Gestion du patrimoine a inauguré deux nouvelles succursales dotées de la plateforme de gestion du patrimoine indépendante à Ottawa et à Cobourg, en Ontario. Gestion du patrimoine Canaccord compte maintenant 31 bureaux partout au Canada, dont 11 succursales dotées de la plateforme de gestion du patrimoine indépendante.

NOTRE VISION D'AVENIR

L'un des grands avantages tirés de l'acquisition de Genuity est l'arrivée de forces vives au sein de l'équipe de direction et de la gouvernance de Canaccord. À la conclusion de l'opération, Peter Brown est devenu président du conseil d'administration et fondateur de Financière Canaccord Inc., David Kassie a été élu président du conseil du Groupe et Philip Evershed, administrateur membre de la direction. Matthew Gaasenbeek, qui a gravi les échelons jusqu'aux postes de haute direction de Canaccord depuis qu'il s'est joint à la société en 1994, a été élu au poste d'administrateur membre de la direction lors de l'assemblée générale annuelle. Nous tenons à offrir nos remerciements les plus chaleureux tout particulièrement à Peter Brown, non seulement pour les services continus qu'il a rendus à Canaccord, mais aussi pour la solide culture axée sur la clientèle qu'il a largement contribué à instaurer dans l'entreprise.

Nous sommes ravis du succès de l'intégration de Canaccord et de Genuity, de notre position sur le marché et de la dynamique qui s'installe au sein de notre entreprise. Nous croyons qu'il est possible de contenir encore plus les coûts en prolongeant les initiatives de réduction des dépenses et les changements structureaux que nous avons entrepris l'an dernier. Le levier d'exploitation a connu certaines améliorations évidentes au cours du premier trimestre, mais nous prévoyons faire beaucoup mieux au cours des prochains mois. Avec l'aide de nos nouveaux partenaires de Genuity et grâce à notre engagement conjugué de construire une entreprise solide, je suis tout à fait confiant que la valeur pour tous nos actionnaires atteindra de nouveaux sommets.



PAUL D. REYNOLDS

Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION

Premier trimestre de l'exercice 2011, période de trois mois terminée le 30 juin 2010 – Document daté du 5 août 2010

Le rapport de gestion suivant de Financière Canaccord Inc. («Canaccord») vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière et les résultats d'exploitation de la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La période de trois mois terminée le 30 juin 2010 est également désignée sous le nom de premier trimestre de 2011, de T1/11 et de T1 de l'exercice 2011 dans le présent rapport de gestion. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, qui commencent à la page 24 du présent rapport, la notice annuelle datée du 19 mai 2010 et le rapport de gestion annuel de 2010, y compris les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 mars 2010, qui se trouvent dans le rapport annuel de Canaccord daté du 19 mai 2010 («rapport annuel»). Aucune modification importante n'a été apportée à l'information qui figure dans le rapport de gestion annuel pour l'exercice 2010, sauf indication contraire dans le présent rapport de gestion. L'information financière de Canaccord est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. L'information financière présentée dans le présent document est préparée selon les principes comptables généralement reconnus («PCGR») du Canada, à moins d'indication contraire. Le présent rapport de gestion est fondé sur les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les états financiers consolidés annuels vérifiés préparés selon les PCGR du Canada.

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document contient certains énoncés prospectifs. Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur et ils reflètent les attentes ou les croyances de la direction à l'égard des événements futurs, dont la situation des affaires et la conjoncture économique, et de la croissance, des résultats d'exploitation, du rendement et des perspectives et possibilités d'affaires de Canaccord. Ces énoncés prospectifs reflètent les croyances actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que «peut», «sera», «devrait», «prévoir», «projeter», «anticiper», «croire», «estimer», «prédire», «éventuel», «continuer», «cible», «avoir l'intention de», «entendre» ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Par nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'ils évaluent ces énoncés, les lecteurs devraient expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés intermédiaires et annuels de Canaccord et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés dans www.sedar.com. Ces énoncés prospectifs sont faits en date du présent document, et Canaccord ne s'engage pas à les mettre à jour ou à les réviser pour tenir compte de nouveaux événements ou de nouvelles circonstances.

MESURES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures non conformes aux PCGR sont utilisées par Canaccord comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux PCGR n'ont pas de signification normalisée prescrite par les PCGR et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Le capital de Canaccord est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure du rendement.

Les actifs sous administration («ASA») et les actifs sous gestion («ASG») représentent des mesures des biens des clients non conformes aux PCGR, qui sont communes aux aspects de la gestion du patrimoine du secteur Services aux particuliers. Les ASA représentent la valeur marchande des biens du client qui sont administrés par Canaccord et dont elle tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients de même que la valeur marchande globale de positions acheteurs et vendeurs sur titres. La méthode qu'emploie Canaccord pour calculer les ASA peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celle d'autres sociétés. La direction utilise cette mesure pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion du patrimoine Canaccord. Les ASG comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés *Programme de conseils en placement CC* et *Compte géré CC*. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. Les ASG sont également administrés par Canaccord et sont inclus dans les ASA.

Les éléments tirés des états financiers qui ne comprennent pas les éléments de la charge liée aux acquisitions sont des mesures non conformes aux PCGR. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent les coûts d'acquisition et l'amortissement des actifs incorporels liés à l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity.

La direction estime que les mesures non conformes aux PCGR présentées, lesquelles incluent les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions, fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Canaccord. La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux PCGR permettront une meilleure évaluation du rendement des activités de Canaccord et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Il existe une

restriction à l'utilisation de ces mesures non conformes aux PCGR puisque les incidences comptables des éléments de la charge liée aux acquisitions selon les PCGR reflètent effectivement les résultats financiers sous-jacents des activités de Canaccord, et ces incidences ne doivent pas être négligées dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de Canaccord. Par conséquent, la direction estime que les mesures conformes aux PCGR du rendement financier de Canaccord et les mesures respectives non conformes aux PCGR du rendement financier doivent être parallèlement prises en compte.

VUE D'ENSEMBLE DE NOS ACTIVITÉS

Par l'entremise de ses principales filiales, Financière Canaccord Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan, qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion du patrimoine et les marchés des capitaux mondiaux. Depuis sa création en 1950, Canaccord est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Canaccord exploite 39 bureaux à l'échelle mondiale, dont 31 bureaux Gestion du patrimoine situés au Canada. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux, mène des activités aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada et à la Barbade.

Financière Canaccord Inc. est cotée sous le symbole CF à la Bourse de Toronto et sous le symbole CF. à l'AIM, branche de la Bourse de Londres.

Nos activités sont directement liées à la situation générale sur les marchés boursiers nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

Environnement d'affaires

Le climat s'est détérioré sur le marché au cours du premier trimestre de l'exercice 2011 (deuxième trimestre civil de 2010), alors que les investisseurs sont de plus en plus préoccupés par le risque souverain en Europe, l'affaiblissement des données économiques aux États-Unis et l'incertitude entourant la réforme réglementaire du système financier. Ces facteurs ont amené plusieurs prévisionnistes à prédire qu'une récession à double creux pourrait survenir aux États-Unis et dans de nombreuses autres économies en difficulté.

Une aversion croissante pour le risque de la part de nombreux investisseurs a provoqué leur retranchement et tous les rendements du capital investi générés par les gestionnaires à la fin du trimestre ont fait l'objet de rachats impulsifs. Le rendement du marché s'en ressent alors que les valeurs boursières et les volumes de négociation chutent, la volatilité du marché atteignant des sommets en mai et en juin.

Les mesures prises par de nombreux gouvernements visant l'injection de liquidités au cours de 2008 et 2009 ont été difficiles à renverser, le chômage demeurant obstinément élevé dans de nombreux pays. De ce fait, il existe une différence de politique évidente entre les restrictions récemment imposées dans certains pays européens et la politique d'injection de liquidités du gouvernement américain.

Les perspectives économiques demeurent plus stables pour le Canada. Les données sur l'emploi se sont améliorées et les taux d'intérêt sont restés bas au cours du premier trimestre de 2011; toutefois, les risques d'inflation ont entraîné une hausse du taux d'escompte depuis la fin du trimestre. La Banque du Canada prédit que l'économie canadienne aura un taux de croissance annualisé de 3,5 % au cours de l'année civile 2010, en baisse par rapport à la prévision précédente de 3,7 %, mais toujours supérieur aux taux prévus dans la plupart des autres économies avancées.

Nous prévoyons que les fusions et acquisitions continueront d'augmenter encore pendant plusieurs trimestres puisque les entreprises continueront à capitaliser sur le cycle de croissance lente et les faibles taux d'intérêt actuels. Nos perspectives pour le reste de l'exercice 2011 demeurent prudemment optimistes.

Données sur le marché

Les valeurs de financement ont considérablement augmenté à l'AIM au cours du premier trimestre de 2011 (période de trois mois terminée le 30 juin 2010) en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent, tandis que celles à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX sont demeurées relativement stables. Les valeurs de financement sur le NASDAQ ont diminué par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. En comparaison du trimestre précédent, les valeurs de financement ont augmenté à l'AIM, à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX, mais ont diminué sur le NASDAQ.

En comparaison des premier et quatrième trimestres de 2010, le secteur des mines a connu la hausse la plus considérable à l'AIM au cours du premier trimestre de 2011, alors que le secteur de la technologie a profité de l'accroissement le plus élevé du pourcentage de financement à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX.

Valeur totale du financement par Bourse

	10 avril	10 mai	10 juin	T1 de l'exercice 2011	Variation par rapport au T1 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T4 de l'exercice 2010
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards de \$ CA)	5,0	4,3	5,2	14,5	–	55,9 %
AIM (en milliards de £)	0,5	0,4	0,6	1,5	36,4 %	66,7 %
NASDAQ (en milliards de \$ US)	4,7	1,6	2,7	9,0	(25,0) %	(29,1) %

Source : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents à l'AIM

(en millions de £, sauf les pourcentages)	10 avril	10 mai	10 juin	T1 de l'exercice 2011	Variation par rapport au T1 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T4 de l'exercice 2010
Pétrole et gaz	244,1 £	144,8 £	83,4 £	472,3 £	68,1 %	146,9 %
Mines	94,9	202,1	287,5	584,5	393,2 %	227,1 %
Produits pharmaceutiques et biotechnologie	4,3	0,5	18,5	23,3	(63,9) %	(29,0) %
Médias	2,5	1,2	1,3	5,0	(78,5) %	(60,6) %
Technologie	9,3	9,5	8,9	27,7	(52,0) %	(70,6) %
Total pour les secteurs pertinents	355,1 £	358,1 £	399,6 £	1 112,8 £	104,1 %	118,3 %

Source : Statistiques LSE AIM

Valeur du financement dans les secteurs d'activité pertinents à la Bourse de Toronto et à la Bourse de croissance TSX

(en millions de \$, sauf les pourcentages)	10 avril	10 mai	10 juin	T1 de l'exercice 2011	Variation par rapport au T1 de l'exercice 2010	Variation par rapport au T4 de l'exercice 2010
Pétrole et gaz	2 128,5 \$	1 042,7 \$	536,7 \$	3 707,9 \$	62,1 %	17,2 %
Mines	549,2	400,4	712,4	1 662,0	(40,4) %	39,6 %
Biotechnologie	19,5	–	33,6	53,1	100,0 %	(15,6) %
Médias	22,0	–	–	22,0	100,0 %	100,0 %
Technologie	154,3	–	33,4	187,7	348,0 %	143,8 %
Total pour les secteurs pertinents	2 873,5 \$	1 443,1 \$	1 316,1 \$	5 632,7 \$	10,0 %	25,3 %

Source : FP Infomart

Activités de Canaccord

Les activités de Financière Canaccord Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (nos activités sur les marchés des capitaux) et Gestion du patrimoine Canaccord. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits bancaires de placements complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de Canaccord. Le secteur administratif de Canaccord est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions du marché intermédiaire partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

- Les analystes en recherche de Canaccord ont une connaissance approfondie de plus de 760 sociétés dans nos secteurs cibles : mines et métaux, énergie, technologie, sciences de la vie, agriculture et fertilisants, médias et télécommunications, produits financiers, produits de consommation, immobilier, infrastructures, transport et développement durable.
- Notre bureau de vente et de négociation exécute les opérations en temps voulu pour plus de 2 000 clients institutionnels partout dans le monde et fonctionne comme une équipe intégrée sur une plateforme commune.
- Grâce à notre effectif de plus de 135 spécialistes en financement de sociétés, Canaccord Genuity fait bénéficier ses clients de sa connaissance approfondie du secteur, de sa vaste expérience des opérations sur actions et de ses services-conseils en fusions et acquisitions.

Les produits de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord.

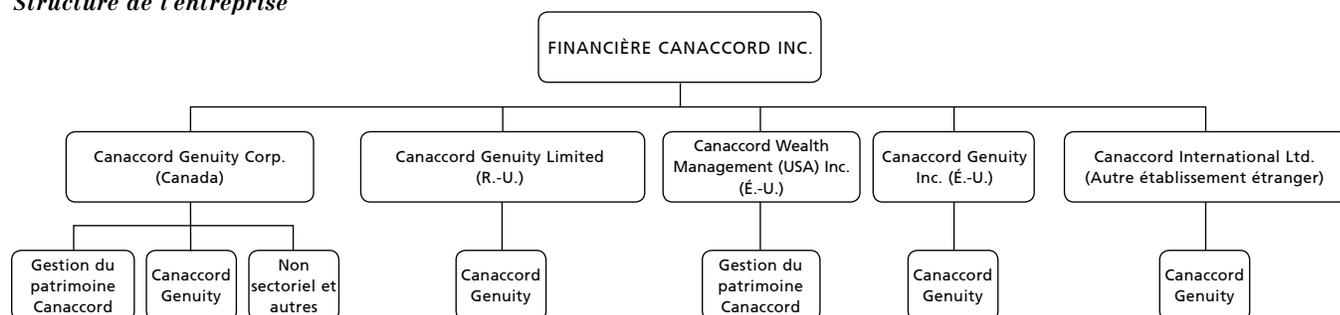
Gestion du patrimoine Canaccord

Chef de file parmi les courtiers en valeurs indépendants, Gestion du patrimoine Canaccord a une réputation bâtie sur la qualité de ses idées de placement. Nous sommes conscients que la complexité croissante de la situation financière de nombreux clients nécessite les services d'équipes de conseillers chevronnés qui peuvent proposer des solutions et des idées qui répondent aux besoins des clients. Bon nombre de nos conseillers en placement ont obtenu des titres professionnels supérieurs liés au secteur, tels qu'analyste financier agréé ou gestionnaire des placements agréé. Nous continuons d'offrir à nos conseillers des occasions de formation continue.

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Non sectoriel et autres

Ce secteur, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Structure de l'entreprise**RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS****Sommaire des données du premier trimestre de l'exercice 2011^{1,4}**

(en milliers de \$ CA, sauf les montants par action, le nombre d'employés et les pourcentages)

Trois mois terminés le 30 juin

	2010	2009	2008	Variation 2010/2009
Financière Canaccord Inc.				
Produits				
Commission	62 256 \$	55 456 \$	71 996 \$	12,3 %
Financement de sociétés	55 901	46 590	50 989	20,0 %
Honoraires de consultation	20 721	9 296	25 158	122,9 %
Négociation à titre de contrepartiste	5 958	11 470	5 911	(48,1) %
Intérêts	3 144	3 476	12 329	(9,6) %
Divers	3 937	11 175	6 325	(64,8) %
Total des produits	151 917 \$	137 463 \$	172 708 \$	10,5 %
Charges				
Rémunération au rendement	73 091 \$	68 463 \$	82 727 \$	6,8 %
Charges de personnel	15 816	13 802	15 443	14,6 %
Autres charges indirectes ²	44 787	39 203	51 009	14,2 %
Coûts liés aux acquisitions	10 990	–	–	négl.
Total des charges	144 684 \$	121 468 \$	149 179 \$	19,1 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	7 233	15 995	23 529	(54,8) %
Bénéfice net	4 875	9 112	16 459	(46,5) %
Résultat par action (RPA) – dilué	0,06	0,16	0,31	(62,5) %
Rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP)				
Dividendes par action	3,7 %	9,7 %	15,7 %	(6,1)p.p.
Valeur comptable par action	0,05	–	0,125	négl.
Valeur comptable par action à la fin de la période	7,84	6,73	7,66	16,5 %
Total de l'actif	3 972 910	2 184 790	2 333 893	81,8 %
Total du passif	3 303 301	1 799 394	1 893 991	83,6 %
Total des capitaux propres	669 609	385 396	439 902	73,7 %
Nombre d'employés	1 640	1 514	1 698	8,3 %
Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions³				
Total des charges	132 255	121 468	149 179	8,9 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	19 662	15 995	23 529	22,9 %
Bénéfice net	13 894	9 112	16 459	52,5 %
RPA	0,18	0,16	0,31	12,5 %

(1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action, le nombre d'employés, les dividendes par action et les chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions.

(2) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement. Inclut un montant de 1,4 million \$ lié à l'amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity).

(3) Les éléments de la charge liée aux acquisitions du premier trimestre de 2011 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels de 1,4 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity.

(4) Les données comprennent les résultats de Genuity depuis la date de clôture du 23 avril 2010.

p.p. : points de pourcentage
négl. : négligeable

Répartition géographique des produits pour le premier trimestre de l'exercice 2010¹

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Trois mois terminés le 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2010	2009	
Canada	108 918 \$	87 934 \$	23,9 %
Royaume-Uni	16 445	20 925	(21,4) %
États-Unis	26 706	27 179	(1,7) %
Autre établissement étranger	(152)	1 425	(110,7) %

(1) Pour obtenir une description de la répartition géographique des activités de Canaccord, se reporter à la rubrique intitulée «Activités de Canaccord» à la page 8.

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le premier trimestre de 2010

Sur une base consolidée, les produits sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés à l'activité de placement pour compte et de gestion du patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et diverses sources. Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 se sont élevés à 151,9 millions \$, une augmentation de 10,5 %, ou 14,5 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Pour le premier trimestre de l'exercice 2011, les produits tirés des commissions se sont établis à 62,3 millions \$, en hausse de 6,8 millions \$, ou 12,3 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. La croissance des produits du secteur Gestion du patrimoine Canaccord a dégagé 5,2 millions \$ de cette augmentation.

Les produits tirés du financement de sociétés se sont établis à 55,9 millions \$, en hausse de 9,3 millions \$, ou 20,0 %, en raison surtout d'une reprise de l'activité sur les marchés des capitaux au Canada. L'acquisition de Marchés des capitaux Genuity a entraîné la hausse des produits tirés des honoraires de consultation, lesquels se sont établis à 20,7 millions \$, en hausse de 11,4 millions \$, ou 122,9 %.

Les produits générés par les activités de négociation à titre de contrepartiste ont été de 6,0 millions \$, en baisse de 5,5 millions \$, ou 48,1 %. Au cours du premier trimestre de 2010, la Société avait profité d'un contexte de négociation plus favorable qui avait dégagé des produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste plus élevés. Au cours du premier trimestre de 2011, la Société a connu un accroissement spectaculaire de la volatilité des marchés boursiers, ce qui a entraîné un ralentissement des activités de négociation visant à réduire l'exposition au risque et, de ce fait, diminué les gains de négociation pour la Société.

Les intérêts créditeurs se sont établis à 3,1 millions \$, en baisse de 0,3 million \$, ou 9,6 %.

Les produits divers ont été de 3,9 millions \$, une diminution de 7,2 millions \$, ou 64,8 %, du fait principalement d'une baisse des gains de change réalisés pendant le trimestre. Les gains de change pour le premier trimestre de 2010 avaient été exceptionnellement élevés en raison des fluctuations importantes du taux de change au cours de ce trimestre.

Les produits du premier trimestre au Canada ont été de 108,9 millions \$, une augmentation de 21,0 millions \$, ou 23,9 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent. En dépit de conditions de marché difficiles, nos produits d'exploitation se sont améliorés grâce à de solides possibilités d'affaires et à l'acquisition de Genuity.

Au Royaume-Uni, les produits ont atteint 16,4 millions \$, une diminution de 4,5 millions \$, ou 21,4 %, par rapport à la même période de l'exercice précédent par suite d'une baisse des activités de financement. En outre, la valeur du dollar canadien a diminué par rapport à la livre sterling au premier trimestre de 2011 en regard du premier trimestre de 2010, ce qui a entraîné une baisse des gains de change découlant de la conversion. Les produits générés par l'autre établissement étranger ont été de (0,2) million \$, en baisse de 1,6 million \$, ou 110,7 %, du fait des pertes subies par les activités de négociation à titre de contrepartiste dans cette région géographique.

Les produits aux États-Unis sont restés relativement stables, s'établissant à 26,7 millions \$, en baisse de 0,5 million \$, ou 1,7 %, par rapport au premier trimestre de 2010.

Pourcentage des charges par rapport aux produits

	Trois mois terminés le 30 juin		Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent
	2010	2009	
Rémunération au rendement	48,1 %	49,8 %	(1,7)p.p.
Charges de personnel	10,4 %	10,0 %	0,4 p.p.
Autres charges indirectes ¹	29,5 %	28,5 %	1,0 p.p.
Coûts liés aux acquisitions	7,2 %	—	7,2 p.p.
Total	95,2 %	88,3 %	6,9 p.p.

(1) Désigne les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts les frais d'administration, l'amortissement et les frais de développement. Inclut un montant de 1,4 million \$ lié à l'amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.
p.p. : points de pourcentage

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le premier trimestre de 2010

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, les charges ont été de 144,7 millions \$, en hausse de 19,1 %, ou 23,2 millions \$, par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

La charge de rémunération au rendement s'est élevée à 73,1 millions \$ pour le trimestre, en hausse de 4,6 millions \$, ou 6,8 %, en raison de l'augmentation des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement consolidée, exprimée en pourcentage du total des produits, a été de 48,1 %, en baisse de 1,7 point de pourcentage. L'augmentation de 2,0 millions \$, ou 14,6 %, de la charge de personnel s'explique en partie par la constatation d'une charge de personnel d'arrière-guichet qui était auparavant entièrement recouverte à même les comptes de rémunération du secteur Canaccord Genuity. Dans le secteur Non sectoriel et autres, certaines charges ont été reclassées, passant des frais de développement à la charge de personnel. L'augmentation du nombre d'employés a aussi contribué à l'accroissement de la charge de personnel au cours du premier trimestre de 2011 en regard du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et salaires), en pourcentage des produits consolidés, pour le premier trimestre de 2011, a atteint 58,5 %, soit 1,3 point de pourcentage de moins que le pourcentage de 59,8 % enregistré au premier trimestre de 2010.

Autres charges indirectes

<i>(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)</i>	<i>Trois mois terminés le 30 juin</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>
	<i>2010</i>	<i>2009</i>	
Frais de négociation	7 705 \$	7 324 \$	5,2 %
Locaux et matériel	6 038	5 882	2,7 %
Communications et technologie	6 269	5 489	14,2 %
Intérêts	616	845	(27,1) %
Frais d'administration	15 791	11 888	32,8 %
Amortissement ⁽¹⁾	3 284	1 921	71,0 %
Frais de développement	5 084	5 854	(13,2) %
Total des autres charges indirectes	44 787 \$	39 203 \$	14,2 %

(1) Inclut un montant de 1,4 million \$ lié à l'amortissement des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le premier trimestre de 2010

Les autres charges indirectes ont augmenté de 14,2 %, ou 5,6 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour s'établir à 44,8 millions \$ au premier trimestre de l'exercice 2011, surtout en raison de l'accroissement des frais d'administration de 3,9 millions \$, d'une croissance de la dotation aux amortissements de 1,4 million \$ et d'une hausse des frais liés aux communications et à la technologie de 0,8 million \$.

Le reclassement de certaines charges au cours du trimestre a entraîné une baisse de la charge de rémunération au rendement compensée par une hausse des frais de promotion et de déplacement et des frais liés aux communications et à la technologie. La Société a recouvré certaines charges des comptes de rémunération lesquelles ont été déduites des postes de charges connexes des périodes précédentes. À compter du premier trimestre de 2011, ces recouvrements de charges ont été présentés dans la rémunération au rendement, ce qui en a fait chuter le montant.

Le principal facteur ayant contribué à l'augmentation des frais d'administration a été la hausse des frais de promotion et de déplacement de 2,7 millions \$, ou 84,9 %, et la hausse des frais de bureau de 0,9 million \$ ou 50,8 %. La hausse de ces charges est en partie attribuable à l'accroissement du nombre d'employés au cours du premier trimestre de 2011 en regard du premier trimestre de 2010. Les secteurs Canaccord Genuity et Non sectoriel et autres ont également engagé des frais de déplacement plus élevés dans le cadre de notre stratégie de commercialisation et de vente visant à étendre davantage la croissance des produits. Les frais de promotion et de déplacement ont également augmenté en raison du reclassement susmentionné.

La dotation aux amortissements s'est accrue du fait de l'amortissement de 1,4 million \$ des actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Le bénéfice net du premier trimestre de 2011 s'est établi à 4,9 millions \$ comparativement à 9,1 millions \$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Le RPA dilué a atteint 0,06 \$ au premier trimestre de 2011 comparativement à 0,16 \$ au premier trimestre de 2010. Pour le premier trimestre de 2011, le RCP a atteint 3,7 % comparativement à 9,7 % pour le premier trimestre de 2010. La valeur comptable par action (nombre dilué) pour le premier trimestre de 2011 s'est établie à 7,84 \$ contre 6,73 \$ au premier trimestre de 2010.

Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions, le bénéfice net pour le premier trimestre de 2011 a été de 13,9 millions \$ et le RPA dilué s'est établi à 0,18 \$ pour le premier trimestre de 2011 contre respectivement 9,1 millions \$ et 0,16 \$ au premier trimestre de 2010.

Les impôts sur les bénéfices ont atteint 2,4 millions \$ pour le trimestre, compte tenu d'un taux d'imposition effectif de 32,6 %, en baisse de 10,4 points de pourcentage, par rapport au taux de 43,0 % du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution tient surtout aux variations de la provision pour moins-value en raison de la disponibilité de pertes autres qu'en capital reportées en avant, non constatées.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION**Canaccord Genuity^{1,4}**

<i>(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)</i>	<i>Trois mois terminés le 30 juin</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>
	<i>2010</i>	<i>2009</i>	
Canaccord Genuity			
Produits	100 152 \$	85 497 \$	17,1 %
Charges			
Rémunération au rendement	46 591	45 231	3,0 %
Charges de personnel	4 021	3 404	18,1 %
Autres charges indirectes	25 176	20 497	22,8 %
Coûts liés aux acquisitions	10 990	–	négl.
Total des charges	86 778 \$	69 132 \$	25,5 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	13 374	16 365	(18,3) %
Nombre d'employés	580	474	22,4 %
Compte non tenu des éléments de la charge liée aux acquisitions³			
Total des charges	74 349	69 132	7,5 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	25 803	16 365	57,7 %

(1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception du nombre d'employés et des chiffres ne tenant pas compte des éléments de la charge liée aux acquisitions.

(2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».

(3) Les éléments de la charge liée aux acquisitions du premier trimestre de 2011 comprennent les coûts liés aux acquisitions de 11,0 millions \$ et l'amortissement des actifs incorporels de 1,4 million \$ engagés dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity.

(4) Les données comprennent les résultats de Genuity depuis la date de clôture du 23 avril 2010.

négl. : négligeable

Les produits de Canaccord Genuity sont tirés des commissions et des honoraires de consultation gagnés dans le cadre du financement de sociétés, des ventes institutionnelles et des activités de négociation, ainsi que des gains et pertes de négociation provenant des activités de négociation à titre de contrepartiste et des activités internationales de négociation de Canaccord.

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le premier trimestre de 2010

Au premier trimestre de 2011, les produits de Canaccord Genuity ont totalisé 100,1 millions \$, une hausse de 17,1 %, ou 14,6 millions \$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce à la reprise de l'activité sur les marchés des capitaux et à la croissance des produits gagnés par suite de l'acquisition de Genuity.

Produits tirés des activités au Canada

Au Canada, Canaccord Genuity a généré des produits de 58,1 millions \$ au premier trimestre de 2011, en hausse de 59,1 %, ou 21,6 millions \$, par rapport au premier trimestre de 2010. En dépit de conditions de marché difficiles, les produits d'exploitation se sont améliorés grâce à l'acquisition de Genuity. Les produits canadiens de Canaccord Genuity de 58,1 millions \$ correspondent à 58,0 % (42,7 % au premier trimestre de 2010) du total des produits de Canaccord Genuity.

Produits tirés des activités au Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger

Les activités de Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe englobent la prestation de services de vente et de négociation institutionnelles, de financement de sociétés et de recherche. Les produits tirés des activités sur les marchés des capitaux à l'extérieur du Canada, du Royaume-Uni et des États-Unis sont présentés au poste Autre établissement étranger, qui comprend les activités de Canaccord International Limited. Les produits tirés de ces activités ont atteint 16,3 millions \$, en baisse de 27,1 %, ou 6,1 millions \$, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent en raison d'une baisse des activités commerciales. En outre, le dollar canadien a fléchi par rapport à la livre sterling au premier trimestre de 2011 en regard du premier trimestre de 2010, ce qui a entraîné une baisse des gains de change découlant de la conversion. Les produits tirés des activités au Royaume-Uni et de l'autre établissement étranger de 16,3 millions \$ représentent 16,3 % (26,1 % au premier trimestre de 2010) du total des produits de Canaccord Genuity.

Produits tirés des activités aux États-Unis

Les activités aux États-Unis rendent compte des activités de Canaccord Genuity Inc. sur les marchés des capitaux. Au premier trimestre de 2011, les produits générés par Canaccord Genuity aux États-Unis se sont élevés à 25,8 millions \$ (26,7 millions \$ au premier trimestre de 2010), soit 25,7 % (31,2 % au premier trimestre de 2010) du total des produits de Canaccord Genuity.

Charges

Les charges du premier trimestre de 2011 ont été de 86,8 millions \$, en hausse de 25,5 %, ou 17,6 millions \$, ce qui s'explique principalement par l'augmentation de la charge de rémunération au rendement de 1,4 million \$, de la charge de personnel de 0,6 million \$, des frais liés aux communications et à la technologie de 1,1 million \$ et des frais d'administration de 3,1 millions \$. Les éléments de la charge liée aux acquisitions de 12,4 millions \$ ont été engagés dans le cadre de l'acquisition de Genuity au cours du premier trimestre de l'exercice 2011. Les éléments de la charge liée aux acquisitions comprennent 6,0 millions \$ d'indemnités de départ, 2,8 millions \$ de frais de résiliation de baux, 1,4 million \$ lié à l'amortissement d'actifs incorporels, 0,9 million \$ d'honoraires professionnels et de consultation et 1,4 million \$ d'autres frais.

Au cours du premier trimestre de 2011, la charge de personnel a subi une hausse de 0,6 million \$ puisqu'elle comprend une charge de personnel d'arrière-guichet qui avait été précédemment recouvrée à même les comptes de rémunération au cours du premier trimestre de 2010.

La Société a recouvré certains éléments de charges des comptes de rémunération. Ces recouvrements étaient présentés dans les éléments de charges connexes au cours des trimestres précédents, mais ils ont été reclassés dans la charge de rémunération au rendement à compter du premier trimestre de 2011. Par conséquent, la charge de rémunération au rendement a diminué, ce qui a donné lieu à l'augmentation des frais de promotion et de déplacement et des frais liés aux communications et à la technologie au premier trimestre de 2011.

Les frais d'administration se sont élevés à 9,0 millions \$ au premier trimestre de 2011, en hausse de 3,1 millions \$, ou 52,3 %. Les frais de promotion et de déplacement ont augmenté de 2,4 millions \$, ou 119,1 %, par suite du reclassement mentionné plus haut. Les frais de déplacement ont aussi progressé en raison de la stratégie de vente et de commercialisation visant à accroître les produits et le nombre de clients.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, a été de 13,4 millions \$, en baisse de 3,0 millions \$, ou 18,3 %, en regard du même trimestre de l'exercice précédent. Malgré une hausse des produits, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices a diminué au premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010 en raison des éléments de la charge liée à l'acquisition de 12,4 millions \$ constatés par suite de l'acquisition de Genuity. Compte non tenu des éléments de la charge liée à l'acquisition, le bénéfice avant impôts sur les bénéfices au premier trimestre de 2011 s'est élevé à 25,8 millions \$ contre 16,4 millions \$ au premier trimestre de 2010.

Gestion du patrimoine Canaccord¹

<i>(en milliers \$ CA, sauf les ASG et les ASA, qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers et les pourcentages)</i>	<i>Trois mois terminés le 30 juin</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>
	<i>2010</i>	<i>2009</i>	
Produits	47 207 \$	40 185 \$	17,5 %
Charges directes			
Rémunération au rendement	23 484	18 643	26,0 %
Charges de personnel	3 882	4 246	(8,6) %
Autres charges indirectes	12 337	12 279	0,5 %
Total des charges directes	39 703 \$	35 168 \$	12,9 %
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices ²	7 504	5 017	49,6 %
Actif sous gestion (ASG)	431	443	(2,7) %
Actif sous administration (ASA)	12 571	10 341	21,6 %
Nombre d'équipes de conseillers	279	335	(16,7) %
Nombre d'employés	689	688	0,1 %

(1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, à l'exception des ASG, des ASA, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés.

(2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts sur marge et des honoraires et commissions gagnés relativement aux opérations de financement de sociétés et aux opérations mettant en jeu du capital de risque de particuliers.

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le premier trimestre de 2010

Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord ont atteint 47,2 millions \$, en hausse de 7,0 millions \$, ou 17,5 %, ce qui reflète l'amélioration de la conjoncture en regard du premier trimestre de l'exercice précédent, de même que notre stratégie dans ce secteur, notamment l'instauration de frais d'administration pour les comptes enregistrés. Les ASA ont progressé de 21,6 %, ou 2,2 milliards \$, en comparaison du premier trimestre de 2010, pour s'établir à 12,6 milliards \$, surtout du fait de la hausse des valeurs marchandes. Les ASG ont reculé de 2,7 % en glissement annuel. À la fin du premier trimestre de l'exercice 2011, on comptait 290 équipes de conseillers, soit une baisse de 45 équipes de conseillers principalement en raison de la révision stratégique continue de notre division Gestion du patrimoine et de la conversion de succursales à la plateforme de gestion du patrimoine indépendante, où chaque succursale est dirigée par un conseiller en placement et représente une équipe de conseillers. Les produits tirés des honoraires gagnés par Canaccord représentaient 14,0 % des produits de Gestion du patrimoine Canaccord au premier trimestre de 2011, par rapport à 13,8 % au premier trimestre de 2010.

Les charges du premier trimestre de 2011 ont été de 39,7 millions \$, une augmentation de 12,9 %, ou de 4,5 millions \$. Au premier trimestre de 2011, l'accroissement le plus important des charges est attribuable à la charge de rémunération au rendement, qui a augmenté de 26,0 %, ou 4,8 millions \$. Cette augmentation est conforme à la croissance de 17,5 % des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement au cours de cette période. Les frais de développement ont également progressé de 0,5 million \$, ou 27,7 %, surtout du fait des primes de recrutement offertes aux employés de ce secteur.

Le bénéfice avant impôts sur les bénéfices pour le trimestre, compte non tenu des autres charges indirectes, a été de 7,5 millions \$ comparativement à 5,0 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. La hausse s'explique par la croissance plus marquée des produits au cours du premier trimestre de 2011 par rapport au premier trimestre de 2010.

Non sectoriel et autres¹

<i>(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)</i>	<i>Trois mois terminés le 30 juin</i>		<i>Variation par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent</i>
	<i>2010</i>	<i>2009</i>	
Produits	4 558 \$	11 781 \$	(61,3) %
Charges directes			
Rémunération au rendement	3 016 \$	4 589 \$	(34,3) %
Charges de personnel	7 913	6 152	28,6 %
Autres charges indirectes	7 274	6 427	13,2 %
Total des charges directes	18 203 \$	17 168 \$	6,2 %
Perte avant impôts sur les bénéfices ²	(13 645)	(5 387)	(127,8) %
Nombre d'employés	371	352	5,3 %

(1) Les données sont considérées comme étant conformes aux PCGR, sauf le nombre d'employés.

(2) Voir la rubrique «Frais intersectoriels imputés».

Le secteur administratif de Canaccord, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les gains et pertes de change, et les charges qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion du patrimoine Canaccord. Ce secteur comprend également les groupes de services d'exploitation et de soutien de Canaccord, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des finances et de toutes les autres fonctions administratives.

Comparaison du premier trimestre de 2011 avec le premier trimestre de 2010

Les produits pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 se sont élevés à 4,6 millions \$, une baisse de 61,3 %, ou 7,2 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice précédent. Cette variation s'explique principalement par la diminution de 6,4 millions \$ des gains de change par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du premier trimestre de 2010, les marchés ont connu de fortes fluctuations des taux de change, ce qui a permis à la Société d'enregistrer des gains de change exceptionnellement élevés. Au cours de l'exercice précédent, la Société a également constaté 0,8 million \$ de gains liés au rachat et aux intérêts gagnés à l'égard de titres de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), ce qui ne s'est pas reproduit pour le premier trimestre de 2011, la plupart des titres de PCAA négociables détenus par la Société ayant été cédés.

Les charges du premier trimestre de 2011 ont été de 18,2 millions \$, une augmentation de 6,2 %, ou de 1,0 million \$. La charge de personnel s'est accrue de 28,6 %, ou 1,8 million \$, en partie en raison de l'ajout de nouveaux employés dans ce secteur. La plupart des nouveaux employés ont été recrutés pour améliorer l'exploitation et les services de soutien. La charge de personnel liée au développement du système a aussi été reclassée, passant des frais de développement à la charge de personnel pour le premier trimestre de 2011. Cette augmentation de la charge de personnel a été contrebalancée par la baisse de la rémunération au rendement versée dans le cadre des initiatives de la Société à l'égard de la révision de la structure de la rémunération.

Les frais d'administration ont augmenté de 1,0 million \$, ou 46,3 %, surtout du fait des frais de déplacement additionnels engagés par les dirigeants dans le cadre de la stratégie de commercialisation visant à accroître les produits. Les frais d'administration ont aussi augmenté en raison de la hausse des frais de bureau et des autres frais par suite de l'accroissement du nombre d'employés. Les frais de développement ont diminué de 0,6 million \$, ou 63,2 %, par suite du reclassement mentionné plus haut.

Dans l'ensemble, la perte avant impôts sur les bénéfices s'est établie à 13,6 millions \$ au trimestre considéré, comparativement à une perte avant impôts sur les bénéfices de 5,4 millions \$ à la même période de l'exercice précédent.

Frais intersectoriels imputés

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de traitement, de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités des secteurs Canaccord Genuity et Gestion du patrimoine Canaccord. Compte non tenu de la rémunération au rendement des dirigeants et de certains frais de soutien administratif, des gains et pertes de change et de l'intérêt net, la direction a établi que les frais imputables par le secteur Non sectoriel et autres à Gestion du patrimoine Canaccord étaient de 9,4 millions \$ pour l'exercice terminé le 30 juin 2010 et de 2,7 millions \$ à Canaccord Genuity.

SITUATION FINANCIÈRE

Certains postes du bilan ont enregistré les variations suivantes :

Actif

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 570,0 millions \$ au 30 juin 2010 contre 731,9 millions \$ au 31 mars 2010. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section «Situation de trésorerie et sources de financement» ci-après.

La valeur des titres détenus s'est établie à 835,3 millions \$ par rapport à 362,8 millions \$ au 31 mars 2010, ce qui s'explique surtout par une augmentation des titres de créance de sociétés et de gouvernements. Cette augmentation est principalement attribuable à une hausse des activités du groupe Revenu fixe, à des positions dans des actions et des débetures convertibles et à des conventions de financement de sociétés par prise ferme. Cette hausse des titres à revenu fixe est le résultat

d'une initiative continue de la Société d'élargir le groupe Revenu fixe, qui conclut des opérations dans les marchés primaires et secondaires de tous les produits à revenu fixe.

Les débiteurs totalisaient 2,2 milliards \$ au 30 juin 2010 contre 2,0 milliards \$ au 31 mars 2010.

L'écart d'acquisition et les actifs incorporels ont atteint respectivement 242,1 millions \$ et 77,6 millions \$ et représentent l'écart d'acquisition et les actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Les autres actifs, qui englobent les impôts sur les bénéfices à recevoir, les impôts futurs, le matériel et les améliorations locatives ainsi que les placements, se sont établis à 62,7 millions \$ comparativement à 56,3 millions \$ au 31 mars 2010, surtout du fait d'une hausse des impôts sur les bénéfices à recevoir au 30 juin 2010.

Passif

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par Canaccord peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Au 30 juin 2010, Canaccord disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni d'un total de 413,4 millions \$ (411,4 millions \$ au 31 mars 2010). Ces facilités de crédit, consistant en prêts remboursables à vue, en lettres de crédit et en facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres de clients non réglés ou des titres détenus par la Société. Au 30 juin 2010, la dette bancaire de la Société sur ces facilités s'établissait à 83,0 millions \$, en comparaison de 29,4 millions \$ au 31 mars 2010.

Les créiteurs se sont élevés à 2,5 milliards \$ contre 2,3 milliards \$ au 31 mars 2010.

Les titres vendus à découvert se sont établis à 703,0 millions \$ au 30 juin 2010 contre 364,1 millions \$ au 31 mars 2010. Cette augmentation résulte de l'initiative d'expansion du groupe Revenu fixe de la Société.

Le passif d'impôts futurs à long terme a augmenté par suite de la constatation d'un passif d'impôts futurs de 19,1 millions \$ associé à l'actif incorporel acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity.

Les autres passifs s'élevaient à 15,0 millions \$ au 30 juin 2010 et à 20,4 millions \$ au 31 mars 2010. Au 30 juin 2010, la Société n'avait aucun solde d'impôts sur les bénéfices à payer, alors qu'au 31 mars 2010, elle avait un encours de 5,4 millions \$.

ARRANGEMENTS HORS BILAN

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables d'une institution financière totalisant 2,4 millions \$ (2,3 millions \$ US) [2,3 millions \$ (2,3 millions \$ US) au 31 mars 2010] à titre de garantie de location pour ses locaux loués à Boston, New York et San Francisco.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

La structure du capital de Canaccord englobe le capital social, les bénéfices non répartis et le cumul des autres éléments du résultat étendu. Le 30 juin 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie s'élevaient à 570,0 millions \$, une baisse de 161,9 millions \$ en comparaison de 731,9 millions \$ au 31 mars 2010. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2010, 38,0 millions \$ ont été tirés des activités de financement en raison surtout de l'augmentation de la dette bancaire de 53,6 millions \$. Un montant de 50,0 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement surtout lié à la contrepartie versée pour l'acquisition de Genuity. Un montant de 152,0 millions \$ a été affecté aux activités d'exploitation du fait des variations du fonds de roulement. Une hausse de la trésorerie de 1,7 million \$ a été attribuée à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie. Au total, le montant net de la trésorerie a reculé de 161,9 millions \$ par rapport au 31 mars 2010.

Les activités de Canaccord nécessitent des capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation. La majeure partie des actifs à court terme figurant au bilan de Canaccord sont très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. La juste valeur de ces titres fluctue quotidiennement puisque des facteurs comme des changements dans la conjoncture du marché, la conjoncture économique et les perspectives de l'investisseur influent sur les prix du marché. Les débiteurs sont garantis par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des opérations ouvertes à court terme, qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis, qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre d'opérations qui peuvent être conclues sur demande en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Canaccord au 30 juin 2010.

<i>(en milliers de \$ CA)</i>	<i>Total</i>	<i>Obligations contractuelles – paiements exigibles par période</i>			
		<i>Exercice 2012</i>	<i>Exercice 2013– Exercice 2014</i>	<i>Exercice 2015– Exercice 2016</i>	<i>Par la suite</i>
Contrats de location-exploitation relatifs aux locaux et au matériel	128 803	23 294	40 463	32 742	32 304

DONNÉES SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	Nombre d'actions en circulation au 30 juin	
	2010	2009
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	74 961 240	49 118 377
Nombre d'actions émises et en circulation ²	82 307 930	55 233 820
Nombre d'actions émises et en circulation – dilué ³	85 357 030	57 244 652
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	67 930 712	48 165 290
Nombre moyen d'actions en circulation – dilué	76 217 241	55 331 249

(1) Exclut 4 488 146 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 2 858 544 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT).

(2) Comprend 4 488 146 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions pour les programmes de recrutement et de maintien en poste et 2 858 544 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par la fiducie pour les avantages sociaux des employés dans le cadre du RILT.

(3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 3 049 100 actions.

La Société a renouvelé son offre publique de rachat (OPR) dans le cours normal des affaires et a actuellement le droit d'acquérir, du 3 septembre 2009 au 2 septembre 2010, jusqu'à 2 767 974 de ses actions, qui représentent 5 % de ses actions en circulation au 28 août 2009. Aucune action n'a été achetée dans le cadre de l'OPR dans le cours normal des affaires entre le 3 septembre 2009 et le 30 juin 2010. La Société dépose un avis auprès de la Bourse de Toronto lorsqu'elle a l'intention d'acquérir des actions. Les actionnaires peuvent obtenir gratuitement un exemplaire de cet avis en en faisant la demande à la Société.

La Société a acquis la totalité de Genuity pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord et d'une somme de 58,0 millions \$. Au 5 août 2010, la Société avait 82 307 930 actions ordinaires émises et en circulation, soit 27 074 110 actions ordinaires de plus qu'au 30 juin 2009, en raison de l'émission d'actions dans le cadre de l'acquisition de Genuity et des régimes de rémunération à base d'actions. Se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples renseignements sur l'acquisition de Genuity.

RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D'ACTIONS**Options sur actions**

La Société attribue des options sur ses actions ordinaires à des administrateurs indépendants et à des dirigeants, leur donnant la possibilité d'acheter jusqu'à concurrence de 2 599 993 actions ordinaires de la Société. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiert sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,82 \$ l'action.

En mai 2010, la Société a attribué un total de 150 000 options sur actions à six administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 8,39 \$ l'action. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquiert sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur.

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du RILT, les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la «fiducie») a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'actions temporairement incessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

CENTRES FINANCIERS INTERNATIONAUX

Canaccord est membre du International Financial Centre British Columbia Society et exploite un centre financier international à Montréal, les deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de l'*International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'imposition global de Canaccord est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

CHANGE

Canaccord gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en attente par l'achat de monnaies étrangères. Les gains et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces opérations sont constatés dans les résultats au cours de l'exercice. Le 30 juin 2010, les contrats à terme en cours visant la vente des dollars américains avaient un notionnel de 10,1 millions \$ US, une hausse de 4,1 millions \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 21,0 millions \$ US, une augmentation de 18,0 million \$ US par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. La juste valeur de ces contrats était nominale. Certaines des opérations de Canaccord aux États-Unis et au Royaume-Uni sont libellées en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces opérations est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de l'opération sont habituellement libellés en monnaie locale.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Canaccord se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Canaccord.

ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Canaccord. Les conventions comptables de Canaccord sont conformes aux PCGR du Canada et sont présentées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés. Les conventions comptables décrites ci-dessous requièrent des estimations et des hypothèses qui influent sur les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges comptabilisés aux états financiers. En raison de leur nature, les estimations nécessitent l'exercice du jugement fondé sur l'information disponible. Les résultats ou montants réels pourraient différer des estimations, et cette différence pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers.

Constatation des produits et évaluation des titres

Les titres détenus et vendus à découvert, y compris les options sur actions et les bons de souscription d'achat d'actions, sont classés comme étant détenus à des fins de transaction conformément aux recommandations du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* («ICCA»), et sont comptabilisés à la juste valeur, les gains et les pertes latents étant constatés dans le bénéfice net. En ce qui a trait aux titres cotés, la juste valeur est déterminée selon les prix du marché obtenus de sources indépendantes, comme les cours du marché ou les prix de courtiers. Des rajustements sont apportés aux prix du marché au titre de la liquidité compte tenu de l'importance de la position, des périodes de détention et d'autres restrictions de revente, le cas échéant. Les placements dans des titres non cotés ou non liquides classés comme détenus à des fins de transaction sont évalués à la juste valeur calculée selon un modèle d'évaluation. La presque totalité de nos titres négociables sont des titres cotés. L'estimation des facteurs qui peuvent influencer sur la valeur et l'estimation des valeurs en général comporte inévitablement un degré d'incertitude et d'imprécision. L'importance des écarts entre les estimations et les résultats réels aura une incidence sur le montant du bénéfice ou de la perte comptabilisés pour une position sur titres particulière au cours d'une période donnée. Comme le portefeuille de titres de Canaccord se compose principalement de titres cotés, à l'exception des indications ci-après, et étant donné nos procédures d'obtention de cours du marché auprès de sources indépendantes, la validation des estimations au moyen du règlement réel d'opérations et l'application uniforme de notre stratégie d'une période à l'autre, nous croyons que les estimations des justes valeurs comptabilisées sont raisonnables.

Provisions

Canaccord comptabilise des provisions pour les litiges en cours ou en attente et pour les créances douteuses liées aux débiteurs, aux prêts, aux avances et autres créances. Les provisions relatives aux litiges sont établies selon le jugement de la direction en consultation avec le conseiller juridique, en tenant compte de divers facteurs comme le montant de la réclamation, la possibilité de méfaits de la part d'un employé de Canaccord et les antécédents. Habituellement, les débiteurs sont garantis par des titres et, en conséquence, toute réduction de valeur est en général évaluée après avoir tenu compte de la valeur marchande d'une garantie.

Les provisions relatives à d'autres créances douteuses sont généralement fondées sur l'évaluation par la direction de la probabilité du recouvrement et du montant recouvrable. Les provisions sont aussi comptabilisées à l'aide de facteurs d'actualisation dans le cadre de la participation d'un consortium.

Impôts

Pour établir les montants des passifs d'impôts, la direction doit formuler des estimations et exercer son jugement en ce qui a trait au résultat final de la production des déclarations de revenus et des cotisations. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Canaccord exerce ses activités dans différentes administrations fiscales et y est assujettie à l'impôt. La production des déclarations de revenus peut comporter des questions complexes dont le règlement peut nécessiter beaucoup de temps en cas de différend ou de nouvelles cotisations émises par les autorités fiscales. Les normes comptables exigent qu'une provision pour moins-value soit constituée lorsqu'il est plus probable qu'improbable que la totalité ou qu'une partie d'un actif d'impôts futurs ne sera pas réalisée avant son échéance. Bien que la réalisation ne soit pas garantie, Canaccord est d'avis que, selon la totalité des éléments probants, il est plus probable qu'improbable que la totalité des actifs d'impôts futurs, déduction faite de la provision pour moins-value, sera réalisée. Canaccord croit que des provisions pour impôts sur les bénéfices adéquates ont été comptabilisées pour tous les exercices.

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

La Société consolide les entités à détenteurs de droits variables (EDDV) conformément aux directives de la note d'orientation concernant la comptabilité 15 (NOC-15), «Consolidation des entités à détenteurs de droits variables», de l'ICCA. La NOC-15 définit une EDDV comme une entité dont les investissements en instruments de capitaux propres à risque ne sont pas suffisants pour lui permettre de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel ou dont les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques d'une participation financière conférant le contrôle. L'entreprise qui consolide une EDDV est appelée le principal bénéficiaire de cette dernière. Une entreprise doit consolider une EDDV lorsqu'elle détient un droit variable qui l'amènera à assumer la majorité des pertes prévues de l'entité ou à recevoir la majorité des rendements résiduels prévus de l'entité.

La Société a constitué une fiducie pour les avantages sociaux des employés afin de remplir ses obligations envers ceux-ci, qui découlent du régime de rémunération à base d'actions. Le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés a été consolidé conformément à la NOC-15, puisqu'il satisfait à la définition d'une EDDV et que la Société est le principal bénéficiaire du fonds de fiducie.

Écart d'acquisition et autres actifs incorporels

En raison de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity, Canaccord a acquis l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels. L'écart d'acquisition est l'excédent du coût des sociétés acquises sur la juste valeur de leurs actifs nets, y compris les autres actifs incorporels, à la date d'acquisition. Pour l'identification et l'évaluation des autres actifs incorporels, la direction a utilisé des estimations et formulé des hypothèses. L'écart d'acquisition fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois l'an, ou chaque fois qu'une perte de valeur éventuelle peut survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. La juste valeur est calculée en utilisant des modèles d'évaluation qui tiennent compte de facteurs comme le bénéfice projeté, les multiples cours-bénéfice, les taux d'actualisation, d'autres informations externes disponibles et des éléments comparables des marchés. Pour calculer la juste valeur, la direction doit poser des jugements touchant le choix des modèles d'évaluation ainsi que les hypothèses et les estimations à utiliser dans ces modèles et les calculs de valeur. Ce jugement influe sur l'établissement de la juste valeur et sur toute imputation pour dépréciation qui en découle.

La Société apprécie si la durée d'utilité des actifs incorporels est déterminée ou indéterminée. Les actifs incorporels dont la durée d'utilité est déterminée sont amortis sur la durée économique et soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif incorporel peut ne pas être recouvrable. Les périodes d'amortissement pour les actifs incorporels sont révisées au moins chaque année. Les actifs incorporels dont la durée d'utilité est indéterminée ne sont pas amortis; ils sont plutôt soumis chaque année à des tests de dépréciation, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'actif a pu perdre de la valeur.

Régimes de rémunération à base d'actions

La rémunération à base d'actions correspond aux coûts liés aux attributions à base d'actions octroyées aux employés. La Société utilise la méthode de la juste valeur pour comptabiliser ces attributions. Selon cette méthode, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Si l'acquisition des droits dépend également de critères de rendement, les coûts sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits en fonction du taux d'atteinte des critères de rendement (déduction faite des taux d'extinction estimatifs). Sinon, les coûts sont comptabilisés de façon graduelle. Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2010, la Société a adopté les chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'ICCA*, qui remplacent les chapitres 1581, «Regroupements d'entreprises», et 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1582 harmonise les lignes directrices canadiennes avec l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard (IAS) 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises.

La Société est tenue d'adopter ces chapitres pour dresser ses états financiers intermédiaires à compter du 1^{er} avril 2011. L'adoption anticipée de ces chapitres est permise, mais les trois chapitres doivent être adoptés en même temps. La Société a adopté de manière anticipée les trois normes en même temps pour l'acquisition de Genuity, en date du 1^{er} avril 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} avril 2010

Par suite de l'adoption du chapitre 1582 du *Manuel*, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'écart d'acquisition est initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur l'actif net identifiable qui a été acquis et le passif qui a été pris en charge par la Société. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée à l'état des résultats.

Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier du regroupement, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010

Par opposition aux exigences susmentionnées, les différences suivantes continuent de s'appliquer :

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition font partie des coûts d'acquisition, et la contrepartie transférée a été évaluée à la date de l'annonce. Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010 n'ont pas été retraités afin de respecter les nouvelles conventions comptables.

PRISES DE POSITION COMPTABLES RÉCENTES

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société est actuellement en train d'évaluer l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences notables relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

Afin de se préparer à la conversion aux IFRS, la Société a mis au point un plan de conversion aux IFRS, qui comprend les trois phases suivantes :

1. Diagnostic – Cette phase consiste à effectuer une évaluation sommaire des principales différences entre les IFRS et les PCGR du Canada pouvant avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société. Cette phase établira la priorité des éléments qui seront touchés.
2. Conception et planification – Cette phase consiste à repérer, à évaluer et à sélectionner les conventions comptables selon les IFRS, ainsi qu'à préparer des modèles d'états financiers et à déterminer les incidences quantitatives. Elle comporte également la mise au point de plans opérationnels visant à évaluer l'incidence de la conversion sur la technologie de l'information, le contrôle interne à l'égard de l'information financière, la formation et la communication aux parties prenantes à l'interne et à l'externe.
3. Mise en œuvre et analyse après mise en œuvre – Cette phase consiste à mettre en œuvre les plans élaborés au cours des phases susmentionnées. Elle consiste également à recueillir l'information requise pour dresser des états financiers selon les IFRS, à intégrer les IFRS aux processus d'affaires, à faire approuver les états financiers selon les IFRS par le comité de vérification et à offrir aux employés la formation requise à l'égard des systèmes révisés.

La Société en est à la phase de conception et de planification de son plan de conversion. La Société se concentre sur les éléments qui auront le plus de répercussions sur les états financiers consolidés. L'évaluation de l'application de la norme IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière* (IFRS 1), est aussi en cours. Dans certains domaines, l'IFRS 1 offre aux entités qui adoptent les IFRS pour la première fois certaines exemptions facultatives et leur impose certaines interdictions par rapport aux exigences générales visant l'application rétrospective complète des IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2010, la Société a préparé des états financiers modèles selon les IFRS et les a présentés au comité de vérification. Les états financiers modèles selon les IFRS ont montré au comité de vérification l'importance des modifications apportées aux informations à fournir par voie de notes et à la présentation des états financiers.

Il convient de noter que le CNC et l'IASB ont des plans de travail importants en ce qui a trait à la modification de certaines normes comptables. Le CNC modifie continuellement certaines normes afin d'assurer leur convergence avec celles de l'IASB avant la date de transition, alors que l'IASB modifie ses normes pour les adapter à la conjoncture économique actuelle. Par exemple, l'IASB a publié des documents de travail, des exposés-sondages et des normes révisées qui proposent des modèles comptables considérablement différents qui pourraient avoir une incidence importante, le cas échéant, sur les éléments suivants des états financiers consolidés de la Société : comptabilisation des contrats de location, des instruments financiers et des produits. La Société continuera de surveiller de près l'évolution de ces modifications et d'évaluer leur incidence sur le plan de mise en œuvre en vue de la transition. Compte tenu des incertitudes entourant les normes proposées, la Société n'a pas été en mesure d'évaluer les répercussions quantitatives prévues sur ses états financiers consolidés.

La Société a répertorié les domaines suivants présentant des différences importantes entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS à la date du présent rapport de gestion.

Instruments financiers

L'IASB a récemment publié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui traite tout spécialement de la comptabilisation et de l'évaluation des actifs financiers. Les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur, puis classés dans les catégories «coût amorti» ou «juste valeur». Cette approche diffère de celle du chapitre 3855, «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», du *Manuel de l'ICCA*, selon lequel les actifs financiers sont initialement évalués à la juste valeur, puis classés comme détenus à des fins de transaction, détenus jusqu'à leur échéance, prêts et créances ou disponibles à la vente.

Selon les PCGR du Canada, tout gain ou toute perte découlant des actifs disponibles à la vente doit être constaté dans les autres éléments du résultat étendu. Toutefois, les IFRS ne comportent pas un tel classement. Les variations de la juste valeur ou la dépréciation des actifs financiers évalués au coût amorti sont comptabilisées directement dans le bénéfice net. La différence entre les PCGR du Canada et les IFRS ne devrait pas avoir une incidence quantitative importante sur les états financiers de la Société au moment de la conversion, compte tenu de la nature commerciale de l'entreprise. La Société a passé en revue le mode d'évaluation de chacun des instruments financiers et n'a remarqué aucune différence significative entre les PCGR du Canada et les IFRS à l'égard du mode d'évaluation.

Les coûts de transaction doivent également être capitalisés comme faisant partie de la juste valeur de l'actif financier au moment de leur constatation initiale selon les IFRS. Il est permis, selon les PCGR du Canada, de passer les coûts de transaction en charges à mesure qu'ils sont engagés ou capitalisés comme faisant partie de la juste valeur de l'actif financier.

Rémunération à base d'actions

L'IFRS 2, *Paiement fondé sur des actions*, exige que les paiements fondés sur des actions réglés en trésorerie aux membres du personnel soient calculés en fonction de la juste valeur des attributions au moment de l'évaluation initiale et de l'évaluation subséquente. Selon le chapitre 3870, «Rémunération et autres paiements à base d'actions», du *Manuel de l'ICCA*, les paiements à base d'actions réglés en trésorerie sont établis en fonction de la valeur intrinsèque des attributions. Étant donné que les paiements fondés sur des actions de la Société sont tous réglés en instruments de capitaux propres, cette différence n'aura pas d'incidence sur les états financiers.

Un taux d'extinction doit faire l'objet d'une estimation selon les IFRS, alors que cette mesure est facultative en vertu des PCGR du Canada. Ainsi, l'amortissement des paiements fondés sur des actions sera différent selon les IFRS comparativement à la charge comptabilisée en vertu des PCGR du Canada. Le taux d'extinction d'après les PCGR du Canada sera l'objet d'une estimation au moyen du taux d'extinction historique du régime d'intéressement à long terme depuis sa création. La Société évalue actuellement l'incidence quantitative de cette mesure sur notre bilan d'ouverture.

Regroupements d'entreprises

L'ICCA a récemment publié le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», qui aligne la directive canadienne sur l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Cette norme exige que les évaluations à la juste valeur soient davantage utilisées, que les coûts de transaction soient passés en charges et que d'autres informations soient présentées dans les états financiers par voie de note. Bien que la Société ne soit pas tenue d'appliquer cette norme aux regroupements d'entreprises dont la date d'acquisition est le 1^{er} avril 2011 ou une date ultérieure, elle a adopté cette norme afin de réduire l'incidence de la conversion aux IFRS. Cette norme a été adoptée dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity en avril 2010.

La Société a comptabilisé les regroupements d'entreprises passés selon le chapitre 1581, «Regroupements d'entreprises», du *Manuel de l'ICCA*, lequel diffère passablement de l'IFRS 3. Toutefois, en vertu de l'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, la Société peut choisir de ne pas appliquer l'IFRS 3 de façon rétrospective aux regroupements d'entreprises passés.

Constatation des produits

Selon le chapitre 3400, «Produits», du *Manuel de l'ICCA*, les produits sont constatés lorsque les exigences relatives à l'exécution sont satisfaites et que le recouvrement est raisonnablement sûr. L'exécution de la prestation de services et des contrats à long terme est déterminée au moyen de la méthode de l'avancement des travaux ou de la méthode de l'achèvement des travaux.

Selon la Norme comptable internationale (IAS) 18, *Produit des activités ordinaires*, les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la transaction à la fin de la période de présentation de l'information financière lorsque les conditions suivantes sont satisfaites : le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable, il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité, le degré de l'avancement de la transaction à la fin de la période de présentation de l'information financière peut être évalué de façon fiable et les coûts encourus pour la transaction et les coûts pour achever la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

En matière de constatation des produits, les PCGR du Canada sont semblables aux IFRS, à l'exception de certaines différences dans la constatation des contrats à long terme puisque, contrairement aux IFRS, les PCGR du Canada autorisent la méthode de l'achèvement des travaux. Cette différence peut avoir une incidence sur la constatation des produits tirés du financement de sociétés.

IFRS 1 – Première application

L'IFRS 1, *Première application des Normes internationales d'information financière*, précise que les IFRS devront être appliquées de façon rétrospective, cette exigence faisant l'objet de certaines exemptions facultatives et exceptions obligatoires. La Société a passé cette norme en revue et proposera certaines exemptions facultatives pertinentes au comité de vérification à des fins d'approbation, au cours de l'exercice 2011.

Au terme de l'examen des différences importantes entre les IFRS et les PCGR du Canada, il se peut que notre technologie de l'information et nos systèmes de données, notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ou nos contrôles et procédures de communication de l'information subissent certaines modifications. Il faudra procéder à l'évaluation de l'incidence sur notre technologie de l'information et nos systèmes de données de la capitalisation des coûts de transaction à la juste valeur des instruments financiers. Compte tenu de nos activités actuelles, la conversion aux IFRS ne devrait pas modifier considérablement la conception de nos contrôles et procédures de communication de l'information ni de nos contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Maintenant à la phase de conception et de planification, la Société évalue l'incidence qu'auront les changements qui seront apportés aux états financiers au moment de la conversion aux IFRS sur nos activités commerciales. Elle tient compte également de l'incidence qu'ils auront sur nos clauses restrictives, la gestion des risques, la formation, les régimes de rémunération ou d'autres contrats importants.

L'équipe de mise en œuvre des IFRS se compose de dirigeants, de membres du personnel des finances et de conseillers externes. L'équipe de mise en œuvre des IFRS assiste régulièrement à des conférences et à des séances de formation et surveille continuellement les mises à jour sur les IFRS afin d'évaluer les modifications à venir qui auront une incidence sur la Société.

Le comité de vérification a reçu des mises à jour sur les IFRS chaque trimestre au cours de l'exercice 2010 et en recevra tout au long de l'exercice 2011 jusqu'à la date de la conversion. Il est au fait de la progression de la conversion à mesure qu'elle se déroule, et toutes les répercussions importantes, y compris les incidences quantitatives éventuelles, sont portées à son attention. Le comité de vérification sera appelé à donner son approbation sur le choix des conventions comptables, sur les ajustements au bilan d'ouverture et sur les modifications à apporter à la présentation et à la communication de l'information dans les états financiers au cours de l'exercice 2011.

REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition du plein contrôle de Genuity, une entreprise de services-conseils et de restructuration indépendante et de premier plan au Canada. L'opération a été réalisée le 23 avril 2010 pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 271,9 millions \$ et d'une somme de 30,0 millions \$. Le cours de l'action de 10,26 \$ a été établi d'après le cours de clôture au 22 avril 2010, soit la veille de la réalisation de l'opération. En outre, les vendeurs ont reçu 28 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement par suite de la réalisation de l'opération. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises dans le cadre du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans.

Cette opération a été comptabilisée selon le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», du *Manuel de l'ICCA*, suivant la méthode de l'acquisition. L'état des résultats consolidé inclut les résultats de Genuity depuis la date de la clôture, soit le 23 avril 2010. Se reporter à la note 5 afférente aux états financiers consolidés non vérifiés.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE**Contrôles et procédures de communication de l'information**

D'après une évaluation effectuée en date du 31 mars 2010, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que la conception et le fonctionnement de nos contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces, selon le Règlement 52-109. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2010, il n'y a eu aucun changement qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur les contrôles et procédures de communication de l'information de Canaccord.

Changements dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière

Une évaluation du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société a été effectuée en date du 31 mars 2010. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances ont conclu que nos contrôles internes à l'égard de l'information financière était conçus et fonctionnaient efficacement, selon le Règlement 52-109, et qu'il n'y avait aucune lacune importante. Il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière effectué au cours du trimestre terminé le 30 juin 2010 qui ait influé de façon notable, ou qui risque d'influer de façon notable, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Canaccord.

POLITIQUE EN MATIÈRE DE DIVIDENDES

Les dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes seront tributaires de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Canaccord, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

DÉCLARATION DE DIVIDENDES

Le 4 août 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 10 septembre 2010 aux actionnaires inscrits le 27 août 2010.

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES HISTORIQUES

Les produits de Canaccord tirés d'une opération de prise ferme ne sont comptabilisés que lorsque l'opération est conclue. Par conséquent, la date de constatation des produits peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Canaccord. La structure des charges des activités de Canaccord est axée sur la prestation de services et de couverture dans le contexte actuel du marché. Si l'activité générale des marchés des capitaux ralentissait considérablement, Canaccord pourrait subir des pertes.

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les neuf derniers trimestres jusqu'au 30 juin 2010. Ces informations ne sont pas vérifiées, mais elles reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons des résultats financiers d'un trimestre à l'autre ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2011					Exercice 2010				
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	
Produits										
Canaccord Genuity	100 152 \$	83 496 \$	116 090 \$	78 475 \$	85 497 \$	64 972 \$	49 250 \$	58 336 \$	104 793 \$	
Gestion du patrimoine										
Canaccord	47 207	54 990	51 733	40 138	40 185	37 255	33 532	43 844	57 853	
Non sectoriel et autres	4 558	4 647	5 374	5 131	11 781	4 769	4 406	8 649	10 062	
Total des produits	151 917 \$	143 133 \$	173 197 \$	123 744 \$	137 463 \$	106 996 \$	87 188 \$	110 829 \$	172 708 \$	
Bénéfice net	4 875	7 526	15 113	6 746	9 112	3 666	(62 378)	(5 398)	16 459	
RPA – de base	0,07 \$	0,15 \$	0,31 \$	0,14 \$	0,19 \$	0,07 \$	(1,27) \$	(0,11) \$	0,35 \$	
RPA – dilué	0,06 \$	0,14 \$	0,27 \$	0,12 \$	0,16 \$	0,07 \$	(1,27) \$	(0,11) \$	0,31 \$	

RISQUES

La capacité de la Société de maintenir et d'exercer sa stratégie d'entreprise avec succès est tributaire de la réputation personnelle de ses employés cadres de haut niveau, de leur jugement, de leur aptitude à développer les affaires et de leur compétence en matière de réalisation de projet. Toute perturbation dans la gestion ou difficulté dans l'intégration des professionnels de Canaccord et de Genuity pourrait se traduire par la perte de clients ou de produits tirés de clients et pourrait avoir une incidence considérable sur les affaires et les résultats d'exploitation de la Société.

Le secteur des valeurs mobilières et les activités de Canaccord sont, de par leur nature, assujettis à de nombreux risques inhérents. La conjoncture économique, la concurrence et les facteurs du marché, comme la volatilité des marchés canadiens et internationaux, les taux d'intérêt, le prix des marchandises, les cours du marché, les volumes de négociation et la liquidité auront une incidence importante sur la rentabilité de Canaccord. Un placement dans des actions ordinaires de Canaccord comporte de nombreux risques, dont certains, y compris le risque de marché, le risque d'illiquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque lié à la réglementation et le risque juridique, pourraient être importants et sont inhérents aux activités de Canaccord. Canaccord est également directement exposée au risque de prix du marché, au risque d'illiquidité et au risque de volatilité en raison de ses activités de négociation à titre de contrepartiste, et au risque de taux d'intérêt du fait de ses activités de négociation de titres à revenu fixe comme contrepartiste. Les produits tirés de Gestion du patrimoine Canaccord sont liés aux volumes de négociation et, à ce titre, à l'importance de l'activité sur les marchés et au degré de confiance des investisseurs. Les produits de Canaccord Genuity dépendent de l'activité de financement par les sociétés émettrices et de la volonté des clients institutionnels de négocier des opérations sur les marchés des capitaux et d'y participer activement. Il peut également exister un écart entre les fluctuations du marché, l'évolution de la conjoncture économique et le niveau d'activité de Canaccord sur le marché, et l'incidence que ces facteurs ont sur les résultats d'exploitation et la situation financière de Canaccord.

Le secteur des services financiers est astreint à une abondante réglementation au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et ailleurs dans le monde. L'observation de nombre de ces règlements comporte pour Canaccord beaucoup de risques, surtout dans les domaines où la réglementation prête à interprétation et à modification. Une modification de la réglementation et des interprétations pourrait avoir une incidence importante sur les activités et le rendement de la Société. Le cadre de la gestion du capital mis en place par la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par leurs organismes de réglementation respectifs, permet de financer les activités actuelles et futures, permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles viennent à échéance et favorise la création de valeur pour les actionnaires. Les organismes de réglementation auxquels certaines filiales de la Société sont assujetties sont énumérés à la note 15 des états financiers consolidés annuels vérifiés du 31 mars 2010.

Un rapport sur les risques figure dans la notice annuelle.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Un rapport détaillé sur nos activités, nos stratégies, nos objectifs et nos risques figure dans la notice annuelle et le rapport de gestion, y compris les états financiers consolidés annuels vérifiés, qui se trouvent dans le rapport annuel 2010 de Canaccord, et qui sont disponibles sur notre site Web, à l'adresse www.canaccordfinancial.com/FR/IR/finreports/Pages/default.aspx, et sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com

BILANS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES*(non vérifié)*

Aux (en milliers de dollars)

30 juin 2010

31 mars 2010

ACTIF**À court terme**

Trésorerie et équivalents de trésorerie	569 953 \$	731 852 \$
Titres détenus [note 3]	835 261	362 755
Débiteurs [notes 4 et 11]	2 185 305	1 972 924
Impôts sur les bénéfices à recouvrer	5 287	–
Impôts futurs	13 418	13 190
Total de l'actif à court terme	3 609 224	3 080 721
Placement	5 000	5 000
Matériel et améliorations locatives	39 001	38 127
Actifs incorporels [note 6]	77 611	–
Écart d'acquisition [note 6]	242 074	–
	3 972 910 \$	3 123 848 \$

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES**À court terme**

Dette bancaire	82 992 \$	29 435 \$
Titres vendus à découvert [note 3]	702 976	364 137
Créditeurs et charges à payer [notes 4 et 11]	2 483 250	2 308 146
Impôts sur les bénéfices à payer	–	5 385
Dette subordonnée [note 8]	15 000	15 000
Total du passif à court terme	3 284 218	2 722 103
Impôts futurs [note 5]	19 083	–
	3 303 301	2 722 103

Engagements et éventualités [note 14]

Capitaux propres

Actions ordinaires [note 9]	454 974	185 691
Surplus d'apport	50 628	57 351
Bénéfices non répartis	194 735	194 007
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(30 728)	(35 304)
Total des capitaux propres	669 609	401 745
	3 972 910 \$	3 123 848 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2010	30 juin 2009
PRODUITS		
Commissions	62 256 \$	55 456 \$
Financement de sociétés	55 901	46 590
Honoraires de consultation	20 721	9 296
Négociation à titre de contrepartiste	5 958	11 470
Intérêts	3 144	3 476
Divers	3 937	11 175
	151 917	137 463
CHARGES		
Rémunération au rendement	73 091	68 463
Charges de personnel	15 816	13 802
Frais de négociation	7 705	7 324
Locaux et matériel	6 038	5 882
Communications et technologie	6 269	5 489
Intérêts	616	845
Frais d'administration	15 791	11 888
Amortissement [note 6]	3 284	1 921
Frais de développement	5 084	5 854
Coûts liés aux acquisitions [note 5]	10 990	–
	144 684	121 468
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	7 233	15 995
Impôts sur les bénéfices (à recouvrer) [note 7]		
Exigibles	2 646	4 561
Futurs	(288)	2 322
	2 358	6 883
Bénéfice net de la période	4 875 \$	9 112 \$
Résultat de base par action [note 9 iv]]	0,07 \$	0,19 \$
Résultat dilué par action [note 9 iv]]	0,06 \$	0,16 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2010	30 juin 2009
Bénéfice net de la période	4 875 \$	9 112 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts et des taxes		
Variation nette des gains latents à la conversion des comptes de l'établissement étranger autonome	4 576	284
Résultat étendu de la période	9 451 \$	9 396 \$

ÉTATS DE LA VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Aux 30 juin 2010 et 2009 et pour les trois mois terminés à ces dates	
	30 juin 2010	30 juin 2009
Actions ordinaires au début de l'exercice	185 691 \$	183 619 \$
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity [note 5]	271 948	–
Actions émises dans le cadre du régime d'intéressement à long terme (RILT) [note 10]	1 867	1 629
Acquisition d'actions ordinaires aux fins du RILT [note 10]	(4 357)	(4 461)
Libération d'actions ordinaires dont les droits sont acquis, achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés [note 10]	8 768	4 486
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(8 943)	(205)
Actions ordinaires à la fin de l'exercice	454 974	185 068
Surplus d'apport au début de l'exercice	57 351	44 383
Rémunération à base d'actions [note 10]	(6 693)	296
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(30)	1 551
Surplus d'apport à la fin de l'exercice	50 628	46 230
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	194 007	160 868
Bénéfice net de la période	4 875	9 112
Dividendes	(4 147)	–
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	194 735	169 980
Cumul des autres éléments du résultat étendu au début de l'exercice	(35 304)	(16 166)
Autres éléments du résultat étendu de la période	4 576	284
Cumul des autres éléments du résultat étendu à la fin de l'exercice	(30 728)	(15 882)
Capitaux propres	669 609 \$	385 396 \$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(non vérifié)

(en milliers de dollars)	Pour les périodes de trois mois terminées les	
	30 juin 2010	30 juin 2009
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice net de la période	4 875 \$	9 112 \$
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	3 284	1 921
Charge de rémunération à base d'actions	7 288	5 268
Charge d'impôts futurs	(288)	2 322
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Augmentation des titres détenus	(466 246)	(34 789)
Augmentation des débiteurs	(202 976)	(95 038)
(Augmentation) diminution des impôts sur les bénéfices à recouvrer	(14 057)	3 732
Augmentation (diminution) des titres vendus à découvert	338 614	(23 322)
Augmentation des créditeurs et charges à payer	177 499	142 230
Flux de trésorerie d'exploitation	(152 007)	11 436
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions	1 867	–
Acquisition d'actions ordinaires dans le cadre du régime d'intéressement à long terme	(4 357)	(4 461)
Diminution des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(8 943)	1 346
Dividendes versés	(4 147)	–
Variation de la dette bancaire	53 557	30 188
Remboursement d'une dette subordonnée	–	(10 000)
Flux de trésorerie de financement	37 977	17 073
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition de Marchés des capitaux Genuity	(37 997)	–
Passif net acquis auprès de Marchés des capitaux Genuity	(11 227)	–
Cession de matériel et améliorations locatives	(339)	(452)
Produit du remboursement d'un placement dans des titres de PCAA, montant net	–	894
Flux de trésorerie d'investissement	(49 563)	442
Incidence du change sur les soldes de trésorerie	1 694	4 144
(Diminution) augmentation de la situation de trésorerie	(161 899)	33 095
Situation de trésorerie au début de la période	731 852	701 173
Situation de trésorerie à la fin de la période	569 953	734 268
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie		
Intérêts payés	501 \$	791 \$
Impôts sur les bénéfices payés	16 117	824

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

(Non vérifié)

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2010 (en milliers de dollars, sauf les montants par action)

Par l'entremise de ses principales filiales, la Financière Canaccord Inc. (la Société), courtier en valeurs mobilières de plein exercice indépendant et de premier plan au Canada, mène des activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et aux États-Unis. La Société exerce ses activités dans les deux principaux secteurs de l'industrie des valeurs mobilières : les marchés des capitaux et les services de gestion du patrimoine. Ensemble, ces activités offrent une vaste gamme de produits de placement complémentaires, de services de courtage et de services de financement de sociétés à la clientèle de la Société composée de particuliers, d'institutions et de sociétés.

Les activités de la Société sont cycliques, et les produits et le bénéfice connaissent de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les activités de la Société sont touchées par la situation générale sur les marchés des actions et des obligations nord-américains et européens, y compris les variations saisonnières.

1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Mode de présentation et périmètre de consolidation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés par la Société selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada se rapportant aux états financiers intermédiaires appliqués de manière uniforme. Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés sont fondés sur les mêmes conventions comptables et méthodes d'application que celles énoncées à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de la Société au 31 mars 2010 et pour l'exercice terminé à cette date déposés dans SEDAR le 19 mai 2010 (les états financiers consolidés annuels vérifiés), à l'exception des modifications de conventions comptables qui figurent à la note 2. Par conséquent, ils ne comprennent pas tous les renseignements et toutes les notes exigés aux fins de la conformité aux PCGR du Canada pour les états financiers annuels. Les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes doivent être lus avec les états financiers consolidés annuels vérifiés.

La préparation des présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et des notes y afférentes exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants constatés. De l'avis de la direction, les présents états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés reflètent tous les rajustements nécessaires pour présenter de manière fidèle les résultats des périodes visées. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats auxquels on pourrait s'attendre pour l'exercice entier.

En raison de l'adoption des chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA)*, et de la conclusion de l'acquisition de Marchés des capitaux Genuity (Genuity), la Société fournit des informations sur les conventions comptables qui suivent, en plus de celles déjà présentées dans les états financiers consolidés annuels vérifiés.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix d'achat payé pour une acquisition sur la juste valeur des actifs corporels nets et des actifs incorporels identifiables acquis. Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur.

Actifs incorporels

Le coût des actifs incorporels identifiables acquis dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à la juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les actifs incorporels sont comptabilisés au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société apprécie si la durée d'utilité des actifs incorporels est déterminée ou indéterminée. Les actifs incorporels dont la durée d'utilité est déterminée sont amortis sur la durée économique et soumis à des tests de dépréciation lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif incorporel peut ne pas être recouvrable. Les périodes d'amortissement pour les actifs incorporels sont révisées chaque année. Les actifs incorporels dont la durée d'utilité est indéterminée ne sont pas amortis; ils sont plutôt soumis chaque année à des tests de dépréciation, ou plus fréquemment s'il y a une indication que l'actif a pu perdre de la valeur.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels à durée indéterminée

Selon le chapitre 3064, «Écarts d'acquisition et actifs incorporels», du *Manuel de l'ICCA*, la Société doit chaque année évaluer l'écart d'acquisition pour déterminer s'il y a eu perte de valeur. L'écart d'acquisition doit également faire l'objet d'un test de dépréciation chaque fois qu'une perte de valeur risque de survenir par suite d'un événement ou d'un changement de situation, afin d'assurer que la juste valeur de l'unité d'exploitation à laquelle l'écart d'acquisition a été attribué est supérieure ou au moins égale à sa valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable. Toute perte de valeur de l'écart d'acquisition ou des actifs incorporels identifiables sera comptabilisée à titre de charge pendant la période de dépréciation, et les reprises subséquentes de perte de valeur sont interdites.

Prises de position comptables récentes***Normes internationales d'information financière (IFRS)***

Le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que l'utilisation des IFRS serait exigée à compter de 2011 pour les entreprises à but lucratif ayant une obligation publique de rendre des comptes. Les IFRS remplaceront les PCGR du Canada auxquels se conforme actuellement la Société. L'adoption de ces normes vise à améliorer la comparaison de l'information financière entre les pays et la transparence. La Société sera tenue de commencer à présenter ses informations financières selon les IFRS pour l'exercice se terminant le 31 mars 2012 et devra fournir les informations selon les IFRS pour les périodes correspondantes présentées.

La Société est actuellement en train d'évaluer l'incidence potentielle des IFRS sur ses états financiers consolidés. Il s'agit d'un processus permanent, car le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) et le CNC continuent d'émettre de nouvelles normes et recommandations. Le rendement financier et la situation financière consolidés de la Société présentés dans les états financiers actuels selon les PCGR du Canada peuvent différer de manière importante lorsqu'ils sont présentés conformément aux IFRS. Certaines différences notables relevées entre les IFRS et les PCGR du Canada peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société.

2. MODIFICATION DE CONVENTION COMPTABLES**Regroupements d'entreprises et états financiers consolidés**

Avec prise d'effet le 1^{er} avril 2010, la Société a adopté les chapitres 1582, «Regroupements d'entreprises», 1601, «États financiers consolidés», et 1602, «Participations ne donnant pas le contrôle», du *Manuel de l'ICCA*, qui remplacent les chapitres 1581, «Regroupements d'entreprises», et 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1582 harmonise les lignes directrices canadiennes avec l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*. Le chapitre 1601 du *Manuel de l'ICCA* reprend les lignes directrices du chapitre 1600, sauf en ce qui concerne les normes relatives à la comptabilisation des participations ne donnant pas le contrôle, qui font l'objet d'un chapitre distinct, soit le chapitre 1602. Le chapitre 1602 vise essentiellement à harmoniser les normes canadiennes avec la norme International Accounting Standard (IAS) 27 révisée, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme canadienne établit les lignes directrices relatives à la comptabilisation d'une participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés par suite d'un regroupement d'entreprises.

La Société est tenue d'adopter ces chapitres pour dresser ses états financiers intermédiaires à compter du 1^{er} avril 2011. L'adoption anticipée de ces chapitres est permise, mais les trois chapitres doivent être adoptés en même temps. La Société a adopté de manière anticipée les trois normes en même temps pour l'acquisition de Genuity [note 5], en date du 1^{er} avril 2010.

Regroupements d'entreprises réalisés à compter du 1^{er} avril 2010

Par suite de l'adoption du chapitre 1582 du *Manuel*, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition correspond à la somme de la contrepartie transférée, évaluée à la juste valeur à la date de l'acquisition, et du montant de toute participation ne donnant pas le contrôle dans la société acquise. Les coûts d'acquisition sont passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.

L'écart d'acquisition est initialement évalué au coût, soit l'excédent de la contrepartie transférée sur l'actif net identifiable qui a été acquis et le passif qui a été pris en charge par la Société. Si la contrepartie est inférieure à la juste valeur de l'actif net de la filiale acquise, la différence est comptabilisée à l'état des résultats.

Par suite de la comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué au coût, après déduction du cumul des pertes de valeur. Pour les besoins des tests de dépréciation, à compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition acquis dans un regroupement d'entreprises doit être affecté à chacune des unités génératrices de trésorerie de la Société qui devraient bénéficier du regroupement, que d'autres actifs ou passifs de la société acquise soient ou non affectés à ces unités.

L'adoption de ces normes a eu une incidence importante sur la comptabilisation par la Société du regroupement d'entreprises avec Genuity, qui se présente comme suit :

- Les coûts de transaction n'ont pas été inclus dans le prix d'acquisition et ont plutôt été passés en charges à mesure qu'ils ont été engagés. Par conséquent, la Société a passé en charges quelque 5,0 millions \$ au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2010 et 11,0 millions \$ au cours du trimestre terminé le 30 juin 2010.
- La date d'évaluation des instruments de capitaux propres émis par la Société en contrepartie de l'acquisition correspond à la date d'acquisition (cours de clôture en date du 22 avril 2010) et non à la date correspondant à la moyenne des quelques jours avant et après la date à laquelle sont convenues et annoncées les conditions de l'acquisition (4 mars 2010). Ainsi, la Société a utilisé un cours de 10,26 \$ contre un cours de 9,49 \$ pour évaluer la contrepartie, ce qui a accru le prix d'acquisition relatif au regroupement d'entreprises de 20,3 millions \$ et a augmenté d'un montant équivalent l'écart d'acquisition comptabilisé au bilan consolidé.

Regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010

Par opposition aux exigences susmentionnées, les différences suivantes continuent de s'appliquer :

Les regroupements d'entreprises ont été comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition font partie des coûts d'acquisition, et la contrepartie transférée a été évaluée à la date de l'annonce. Les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1^{er} avril 2010 n'ont pas été retraités afin de respecter les conventions comptables décrites ci-avant.

3. TITRES DÉTENUS ET TITRES VENDUS À DÉCOUVERT

	30 juin 2010		31 mars 2010	
	Titres détenus	Titres vendus à découvert	Titres détenus	Titres vendus à découvert
Titres de créance de sociétés et de gouvernements	691 409 \$	685 537 \$	282 686 \$	342 916 \$
Actions et débetures convertibles	142 936	17 439	79 098	21 221
Placement dans des titres de PCAA	916	–	971	–
	835 261 \$	702 976 \$	362 755 \$	364 137 \$

Au 30 juin 2010, les titres de créance de sociétés et de gouvernements arrivaient à échéance de 2010 à 2060 (de 2010 à 2060 au 31 mars 2010) et portaient intérêt à des taux allant de 1,00 % à 14,00 % (de 0,50 % à 14,00 % au 31 mars 2010).

4. DÉBITEURS ET CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER**Débiteurs**

	30 juin 2010	31 mars 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 064 451 \$	932 408 \$
Clients	521 602	503 733
Soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie	520 396	475 220
Divers	78 856	61 563
	2 185 305 \$	1 972 924 \$

Créditeurs et charges à payer

	30 juin 2010	31 mars 2010
Courtiers en valeurs mobilières	1 013 329 \$	949 595 \$
Clients	1 299 054	1 188 545
Divers	170 867	170 006
	2 483 250 \$	2 308 146 \$

Les créiteurs comprennent une somme de 520,4 millions \$ (475,2 millions \$ au 31 mars 2010) due à des clients pour des soldes de trésorerie de REER détenus en fiducie.

Les achats de titres des clients se font au comptant ou sur marge. Dans le cas des titres achetés sur marge, la Société accorde un prêt au client pour l'achat de titres, en prenant en garantie les titres achetés ou d'autres titres dans le compte du client. Le montant des prêts à un client est limité par les règlements sur les marges de l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (OCRCVM) et d'autres organismes de réglementation, et est soumis aux procédés d'examen de crédit et de contrôle quotidien de la Société.

Les sommes à recevoir des clients ou à verser à ces derniers sont exigibles à la date de règlement de l'opération de négociation. Les prêts sur marge sont remboursables à vue et sont garantis par les actifs dans les comptes des clients. L'intérêt sur les prêts sur marge et sur les sommes dues aux clients est fondé sur un taux variable (respectivement de 5,50 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 30 juin 2010, et respectivement de 5,25 % à 6,25 % et de 0,00 % à 0,05 % au 31 mars 2010).

5. REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le 4 mars 2010, la Société a annoncé la conclusion d'une entente définitive visant l'acquisition du plein contrôle de Genuity, une entreprise de services-conseils et de restructuration indépendante et de premier plan au Canada. L'opération a été réalisée le 23 avril 2010 pour une contrepartie se composant de 26,5 millions d'actions ordinaires de Canaccord d'une valeur de 271,9 millions \$ et d'une somme de 30,0 millions \$. Les actions émises ont été évaluées à 10,26 \$ l'action d'après le cours de clôture au 22 avril 2010, soit la veille de la réalisation de l'opération. En outre, les vendeurs ont reçu 28,0 millions \$ à titre de rajustement du fonds de roulement par suite de la réalisation de l'opération. La totalité des actions ordinaires de Canaccord émises dans le cadre du prix d'achat ont été placées en main tierce à la réalisation et seront libérées au prorata sur cinq ans.

Cette opération a été comptabilisée selon le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», du *Manuel de l'ICCA* [note 2], suivant la méthode de l'acquisition. L'état des résultats consolidé inclut les résultats de Genuity depuis la date de la clôture, soit le 23 avril 2010. La Société n'a pas présenté l'apport aux produits et au bénéfice net de Genuity pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 comme l'exige le chapitre 1582 du Manuel de l'ICCA, puisque la Société juge qu'il est impraticable de fournir ces informations. La Société a entièrement intégré les activités et les registres comptables de Genuity dans son secteur d'exploitation Canaccord Genuity; de ce fait, la Société n'est pas en mesure de distinguer les produits et le bénéfice net provenant de Genuity depuis l'acquisition du 23 avril 2010.

Les coûts liés à cette opération ont totalisé 11,0 millions \$ pour les trois mois terminés le 30 juin 2010. Ils comprennent les honoraires professionnels et de conseil, les frais de résiliation de baux et les frais de restructuration liés au personnel engagés dans le cadre de cette acquisition.

Coûts liés aux acquisitions

Indemnités de départ	5 968 \$
Frais de résiliation de baux	2 800
Honoraires professionnels et de conseil	869
Divers	1 353
Total	10 990 \$

Le prix d'acquisition, soit la juste valeur de la contrepartie versée à la date de l'acquisition, et la juste valeur de l'actif net acquis à la date de l'acquisition sont comme suit :

Contrepartie versée

Espèces	58 000 \$
Actions ordinaires émises (26,5 millions d'actions d'une valeur de 10,26 \$ l'action)	271 900
	329 900 \$

Actif net acquis

Actifs corporels nets	28 212
Actifs incorporels identifiables	79 050
Passif d'impôts futurs	(19 436)
Écart d'acquisition	242 074
	329 900 \$

Les actifs corporels nets acquis comprenaient des débiteurs de 8,8 millions \$. L'écart d'acquisition de 242,1 millions \$ représente la valeur des synergies attendues de l'acquisition. L'écart d'acquisition n'est pas déductible aux fins de l'impôt.

Les montants ci-dessus sont des estimations qui ont été faites par la direction au moment de la préparation des présents états financiers intermédiaires non vérifiés et qui reposent sur les renseignements qui étaient alors à sa disposition. Ces montants peuvent être modifiés à mesure que les valeurs faisant l'objet d'estimations sont établies de manière définitive.

6. ÉCART D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

	<i>Actifs incorporels identifiables</i>					<i>Total</i>
	<i>Écart d'acquisition</i>	<i>Marques</i>	<i>Relations clients</i>	<i>Carnet de commandes</i>	<i>Ententes de non-concurrence</i>	
Montant brut						
Solde au 1 ^{er} avril 2010	-	-	-	-	-	-
Ajouts	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Solde au 30 juin 2010	242 074	44 930	25 450	1 633	7 037	79 050
Amortissement						
Solde au 1 ^{er} avril 2010	-	-	-	-	-	-
Amortissement	-	-	428	750	261	1 439
Solde au 30 juin 2010	-	-	428	750	261	1 439
Valeur comptable nette						
30 juin 2010	242 074 \$	44 930 \$	25 022 \$	883 \$	6 776 \$	77 611 \$

Les actifs incorporels correspondent aux valeurs attribuées à l'égard des marques, des relations clients, des carnets de commandes et des ententes de non concurrence. Les relations clients, les carnets de commandes et les ententes de non concurrence ont une durée déterminée et sont amortis de manière linéaire sur leur durée d'utilité estimative. Les périodes d'amortissement estimatives résiduelles des actifs incorporels amortissables sont comme suit :

- Relations clients 11 ans
- Carnets de commandes 0,4 an
- Ententes de non-concurrence 5 ans

L'amortissement des actifs incorporels est comptabilisé à l'état des résultats dans la dotation aux amortissements.

Les marques sont considérées comme ayant une durée indéterminée du fait qu'elles offriront à la Société des avantages sur une période continue.

Test de dépréciation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels

Aux fins des tests de dépréciation, l'écart d'acquisition et les actifs incorporels acquis dans le cadre de l'acquisition de Genuity ont été attribués à l'unité génératrice de trésorerie Canaccord Genuity, qui est aussi un secteur à présenter. Aucun changement

de situation ni aucun événement n'indiquait que la valeur comptable de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels avait été dépréciée au 30 juin 2010. Par conséquent, aucun test de dépréciation intermédiaire n'a été effectué. Le test de dépréciation annuel de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels dont la durée d'utilité est indéterminée sera effectué le 31 mars 2011.

7. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôts sur les bénéfices de la Société diffère du montant qui serait obtenu en appliquant le taux d'imposition fédéral et provincial combiné ou le taux d'imposition de l'État du fait des éléments qui suivent :

	Pour les périodes de trois mois	
	30 juin 2010	30 juin 2009
Impôts sur les bénéfices au taux estimatif prévu par la loi	2 015 \$	4 673 \$
Différence des taux d'imposition des administrations étrangères	148	(124)
Éléments non déductibles influant sur le calcul du revenu imposable	603	324
Variation de la provision pour moins-value liée aux pertes d'exploitation aux États-Unis	(1 151)	(818)
Variation de l'actif d'impôts futurs – période de résorption des écarts temporaires	(358)	1 293
Variation de l'estimation des valeurs comptables et fiscales	–	717
Divers	1 101	1 535
Charge d'impôts sur les bénéfices – exigible et future	2 358 \$	6 883 \$

8. DETTE SUBORDONNÉE

	30 juin 2010	31 mars 2010
Emprunt, intérêt payable mensuellement au taux préférentiel majoré de 4 % par année, remboursable à vue	15 000 \$	15 000 \$

L'emprunt est assujéti à un contrat de subordination et peut être remboursé uniquement avec l'autorisation préalable de l'Organisme canadien de réglementation de commerce des valeurs mobilières (OCRCVM).

9. ACTIONS ORDINAIRES

	30 juin 2010		31 mars 2010	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions ordinaires	82 307 930	528 368 \$	55 571 133	254 553 \$
Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires dont les droits ne sont pas acquis	(4 488 146)	(44 223)	(4 475 468)	(35 280)
Détenues dans le cadre du régime d'intéressement à long terme [note 10]	(2 858 544)	(29 171)	(3 201 274)	(33 582)
	74 961 240	454 974 \$	47 894 391	185 691 \$

Le capital social de la Financière Canaccord Inc. se compose de ce qui suit :

i) Autorisé

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions privilégiées sans valeur nominale

ii) Émis et entièrement libéré

Actions ordinaires	Nombre d'actions	Montant
Solde au 30 juin 2009	55 233 820	251 047 \$
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions [note 10]	378 749	3 677
Actions annulées	(41 436)	(171)
Solde au 31 mars 2010	55 571 133	254 553
Actions émises dans le cadre de l'acquisition de Genuity, déduction faite des frais d'émission [note 5]	26 500 000	271 948
Actions émises dans le cadre des régimes de rémunération à base d'actions [note 10]	236 797	1 867
Solde au 30 juin 2010	82 307 930	528 368 \$

iii] Prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires

La Société offre aux employés des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. Le solde des droits non acquis des prêts-subventions est présenté en réduction du capital social. Les prêts-subventions sont amortis sur une période d'acquisition des droits pouvant atteindre cinq ans. La différence entre les valeurs non acquises et non amorties est incluse dans le surplus d'apport.

iv] Résultat par action

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>	
	<i>30 juin 2010</i>	<i>30 juin 2009</i>
Résultat de base par action		
Bénéfice net de la période	4 875 \$	9 112 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	67 930 712	48 165 290
Résultat de base par action	0,07 \$	0,19 \$
Résultat dilué par action		
Bénéfice net de la période	4 875 \$	9 112 \$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires	67 930 712	48 165 290
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis (nombre)	4 488 146	3 886 761
Effet dilutif des options sur actions (nombre)	119 447	-
Effet dilutif des actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par le fonds de fiducie pour les avantages sociaux des employés (nombre) ^[note 10]	3 266 585	3 102 761
Effet dilutif de l'engagement à l'égard de l'émission d'actions dans le cadre du RILT (nombre) ^[note 10]	412 351	176 437
Nombre moyen pondéré rajusté d'actions ordinaires	76 217 241	55 331 249
Résultat dilué par action	0,06 \$	0,16 \$

10. RÉGIME DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS**Options sur actions**

La Société attribue des options sur ses actions ordinaires à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des administrateurs indépendants s'acquièrent sur une période de quatre ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution ou 30 jours après que le participant cesse d'être administrateur. Les droits rattachés aux options sur actions attribuées à des hauts dirigeants s'acquièrent sur une période de cinq ans et arrivent à échéance à la première des éventualités suivantes à survenir : a) sept ans après la date d'attribution; b) trois ans après le décès du porteur de l'option ou de tout autre événement mettant fin à son emploi; c) après l'annulation des actions visées par l'option du porteur dont les droits ne sont pas encore acquis, quelle qu'en soit la raison (à l'exception d'une retraite anticipée, mais y compris une démission sans qu'une entente de sortie officielle ne soit conclue ainsi qu'un congédiement); ou d) en cas de retraite anticipée, après qu'il ait été établi que le porteur de l'option a livré concurrence à la Société ou a violé des obligations de non-concurrence, de non-sollicitation ou de non-divulgateion. Le prix d'exercice est fondé sur la juste valeur marchande des actions ordinaires à la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions était de 9,82 \$ au 30 juin 2010.

En mai 2010, la Société a attribué un total de 150 000 options sur actions à six administrateurs indépendants à un prix d'exercice de 8,39 \$ l'action.

Le tableau qui suit présente un sommaire des options sur actions de la Société attribuées aux administrateurs et aux hauts dirigeants au 30 juin 2010 et des variations survenues au cours de la période terminée à cette date.

	<i>Nombre d'options</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>
Solde au 30 juin 2009	350 000	12,46 \$
Attribuées	2 099 993	8,12
Solde au 31 mars 2010	2 449 993	9,91
Attribuées	150 000	8,39
Solde au 30 juin 2010	2 599 993	9,82 \$

<i>Options en cours</i>			<i>Options exerçables</i>		
<i>Fourchette du prix d'exercice</i>	<i>Nombre d'options</i>	<i>Durée contractuelle restante moyenne pondérée</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>	<i>Nombre d'options exerçables</i>	<i>Prix d'exercice moyen pondéré</i>
23,13 \$	100 000	1 an	23,13 \$	75 000	23,13 \$
7,21-9,48	2 499 993	3,85 ans	9,28	93 750	8,51
7,21-23,13 \$	2 599 993	3,74 ans	9,82 \$	168 750	15,01 \$

La juste valeur de chaque option sur action a été évaluée à la date d'attribution au moyen du modèle de Black et Scholes. Les hypothèses suivantes ont été utilisées à l'égard des options attribuées en mai 2010 :

	<i>Attribution - mai 2010</i>
Rendement de l'action	2,00 %
Volatilité prévue	44,00 %
Taux d'intérêt sans risque	1,94 %
Durée prévue	4 ans

Le modèle d'évaluation des options exige le recours à des hypothèses hautement subjectives, y compris la volatilité prévue des cours. Toute modification apportée aux hypothèses subjectives peut avoir une incidence importante sur l'estimation de la juste valeur. Par conséquent, les modèles existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions de la Société.

Une charge de rémunération de 435 \$ a été comptabilisée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 (62 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009).

Régime d'intéressement à long terme

En vertu du régime d'intéressement à long terme (RILT), les unités d'actions temporairement incessibles dont les droits sont acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, une fiducie pour les avantages sociaux des employés (la fiducie) a été constituée et : a) la Société y versera des fonds qu'un fiduciaire utilisera pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires de la Société qu'il détiendra en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles; ou b) la Société émettra des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants à la suite de l'acquisition des droits rattachés aux unités d'actions temporairement incessibles. Pour les employés des États-Unis et du Royaume-Uni, au moment de chaque attribution d'unité d'action temporairement incessible, la Société attribuera des actions ordinaires qu'elle émettra à même le capital autorisé au moment de l'acquisition des droits s'y rattachant pour chaque participant.

Le coût des unités d'actions temporairement incessibles est amorti sur la période d'acquisition des droits de trois ans. Une charge de rémunération de 6 853 \$ a été comptabilisée pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2010 (5 206 \$ pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2009).

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>	
	<i>30 juin 2010</i>	<i>30 juin 2009</i>
Nombre d'attributions en cours :		
Attributions en cours au début de la période	5 317 945	4 602 385
Attribuées	1 548 841	908 324
Actions dont les droits sont acquis	(1 082 163)	(536 046)
Extinctions	(14 751)	-
Attributions en cours à la fin de la période	5 769 872	4 974 663

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>	
	<i>30 juin 2010</i>	<i>30 juin 2009</i>
Nombre d'actions ordinaires détenues par la fiducie :		
Actions ordinaires détenues par la fiducie au début de la période	3 201 274	3 075 300
Actions acquises	499 000	571 929
Actions libérées à l'acquisition des droits	(841 730)	(395 070)
Actions ordinaires détenues par la fiducie à la fin de la période	2 858 544	3 252 159

11. OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les opérations sur titres effectuées par la Société pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le revenu de commissions sur l'ensemble de ces opérations n'est pas important relativement aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Les débiteurs et les créditeurs et charges à payer comprennent les soldes suivants avec les parties liées décrites ci-dessus :

	30 juin 2010	31 mars 2010
Débiteurs	34 818 \$	39 534 \$
Créditeurs et charges à payer	85 726	82 299

12. INFORMATION SECTORIELLE

Les deux secteurs d'exploitation de la Société sont les suivants :

Le secteur Canaccord Genuity inclut les services de financement de sociétés, les activités de recherche et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements ainsi que les activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

Le secteur Gestion du patrimoine Canaccord offre des services de courtage et des conseils en placement aux clients de détail et aux particuliers au Canada et aux États-Unis.

Non sectoriel et autres inclut les services de courtage de correspondance, les intérêts, les produits et les charges libellés en devises qui ne sont pas précisément attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion du patrimoine Canaccord.

Les segments d'activité de la Société sont gérés de façon distincte parce que chaque secteur offre des services différents et fait appel à des stratégies différentes en matière de personnel et de marketing. La Société évalue le rendement de chaque secteur d'activité d'après les résultats d'exploitation avant impôts sur les bénéfices.

La Société ne répartit pas le total des actifs ni le matériel et les améliorations locatives entre les secteurs. L'amortissement du matériel et des améliorations locatives est réparti entre les secteurs d'après la superficie en pieds carrés occupée. L'amortissement des actifs incorporels identifiables est attribué au secteur Canaccord Genuity, du fait qu'il se rapporte à l'acquisition de Genuity. Il n'y a pas de produits intersectoriels importants.

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>							
	<i>30 juin 2010</i>				<i>30 juin 2009</i>			
	<i>Canaccord Genuity</i>	<i>Gestion du patrimoine Canaccord</i>	<i>Non sectoriel et autres</i>	<i>Total</i>	<i>Canaccord Genuity</i>	<i>Gestion du patrimoine Canaccord</i>	<i>Non sectoriel et autres</i>	<i>Total</i>
Produits	100 152 \$	47 207 \$	4 558 \$	151 917 \$	85 497 \$	40 185 \$	11 781 \$	137 463 \$
Charges, à l'exception des éléments ci-dessous	71 159	36 651	17 516	125 326	65 230	32 661	15 802	113 693
Amortissement	2 348	619	317	3 284	958	602	361	1 921
Frais de développement	2 281	2 433	370	5 084	2 944	1 905	1 005	5 854
Coûts liés aux acquisitions <small>[note 5]</small>	10 990	-	-	10 990	-	-	-	-
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	13 374 \$	7 504 \$	(13 645) \$	7 233 \$	16 365 \$	5 017 \$	(5 387) \$	15 995 \$

Les activités de la Société sont réparties selon les quatre segments géographiques suivants (les produits sont attribués aux régions géographiques selon les résultats d'exploitation non sectoriels sous-jacents) :

	<i>Pour les périodes de trois mois terminées les</i>	
	<i>30 juin 2010</i>	<i>30 juin 2009</i>
Canada		
Produits	108 918 \$	87 934 \$
Matériel et améliorations locatives	28 711	30 564
Écart d'acquisition et actifs incorporels identifiables	319 222	-
Royaume-Uni et autre établissement étranger		
Produits	16 293 \$	22 350 \$
Matériel et améliorations locatives	4 809	6 792
États-Unis		
Produits	26 706 \$	27 179 \$
Matériel et améliorations locatives	5 481	7 010

13. GESTION DU CAPITAL

L'entreprise a besoin de capitaux aux fins de l'exploitation et de la réglementation, y compris le financement de ses activités actuelles et futures. La Société a une structure du capital fondée sur les capitaux propres, qui englobent les actions ordinaires, le surplus d'apport, les bénéfices non répartis, le cumul des autres éléments du résultat étendu ainsi que la dette subordonnée. Le tableau ci-dessous présente le sommaire de notre capital au 30 juin 2010.

<i>Type de capital</i>	<i>Valeur comptable</i>	<i>Pourcentage du capital</i>
30 juin 2010		
Actions ordinaires	454 974 \$	66,5 %
Surplus d'apport	50 628	7,4 %
Bénéfices non répartis	194 735	28,4 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(30 728)	(4,5) %
Capitaux propres	669 609	97,8 %
Dette subordonnée	15 000	2,2 %
	684 609 \$	100,0 %
31 mars 2010		
Actions ordinaires	185 691 \$	44,6 %
Surplus d'apport	57 351	13,8 %
Bénéfices non répartis	194 007	46,6 %
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(35 304)	(8,5) %
Capitaux propres	401 745	96,5 %
Dette subordonnée	15 000	3,5 %
	416 745 \$	100,0 %

Le cadre de la gestion du capital de la Société est conçu pour maintenir le capital à un niveau qui :

- respecte les ratios cibles des filiales réglementées de la Société, fixés par les organismes de réglementation respectifs;
- permet de financer les activités actuelles et futures;
- permet d'assurer que la Société peut s'acquitter de ses obligations financières à mesure qu'elles arrivent à échéance;
- génère de la valeur pour les actionnaires.

Les filiales suivantes sont assujetties aux exigences en matière de capital réglementaire des organismes de réglementation de leur territoire respectif :

- La Corporation Canaccord Genuity est assujettie à la réglementation canadienne, principalement celle de l'OCRCVM.
- Canaccord Genuity Limited est réglementée par la Financial Services Authority du Royaume-Uni et est membre de la Bourse de Londres.
- Canaccord Genuity Inc. et Genuity Capital Markets USA Corp. sont des courtiers en valeurs mobilières inscrits aux États-Unis et sont assujetties principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord Wealth Management (USA), Inc. est un courtier en valeurs mobilières inscrit aux États-Unis et est assujettie principalement à la réglementation de la Financial Industry Regulatory Authority.
- Canaccord International Ltd. est assujettie à la réglementation de la Banque centrale de la Barbade.

Les exigences en matière de capital réglementaire peuvent varier quotidiennement en raison des dépôts de garantie obligatoires à l'égard des opérations en cours et des exigences en matière de prise ferme et de fonds de roulement. En vue de se conformer à ces exigences, la Société pourrait être tenue de maintenir les liquidités et les autres actifs liquides disponibles à un niveau suffisant pour satisfaire aux exigences en matière de capital réglementaire, et ne pas pouvoir utiliser ces actifs liquides dans le cadre de ses activités ou à des fins de décaissement. Au cours de l'exercice considéré, il n'y a eu aucun changement notable apporté à la politique de gestion du capital de la Société. Au cours de la période de trois mois terminée le 30 juin 2010, les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences minimales en matière de capital réglementaire.

14. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

Engagements

Les filiales de la Société se sont engagées à verser les loyers minimaux approximatifs suivants pour des locaux et du matériel au cours des cinq prochains exercices et par la suite :

2012	23 294 \$
2013	21 495
2014	18 968
2015	17 815
2016	14 927
Par la suite	32 304
	<hr/> 128 803 \$

Éventualités

Au cours de la période, les engagements et éventualités de la Société, présentés à la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 mars 2010 déposés dans SEDAR le 19 mai 2010, n'ont pas fait l'objet de modifications importantes, à l'exception de ce qui suit :

Genuity a été désigné à titre de codéfendeur dans le cadre d'un recours collectif alléguant la sollicitation inappropriée auprès d'employés de la demanderesse, le complot, l'incitation à la rupture de contrat, l'ingérence dans des relations commerciales, le manquement à des obligations fiduciaires, l'utilisation inappropriée de renseignements confidentiels et l'appropriation indue de possibilités favorables pour l'entreprise. La demanderesse réclame à Genuity des dommages-intérêts généraux devant être déterminés par la cour ainsi qu'un compte rendu des avantages reçus par l'ensemble des partis dans le cadre de ces activités alléguées. Une poursuite a également été intentée contre l'ensemble des partis à l'égard de dommages-intérêts punitifs d'un montant de 10,0 millions \$. La direction croit pouvoir opposer une défense à ces poursuites et qu'aucun passif n'en résultera pour Genuity. Comme la Corporation Canaccord Genuity a pris en charge la totalité des actifs et des passifs de Genuity, elle peut être assujettie à toute décision qui pourrait être défavorable pour Genuity relativement à ce litige.

15. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DU BILAN

Le 4 août 2010, le conseil d'administration a examiné la politique relative aux dividendes et a approuvé un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action payable le 10 septembre 2010 aux actionnaires inscrits le 27 août 2010.

16. CHIFFRES DES EXERCICES PRÉCÉDENTS

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée pour les états financiers intermédiaires de l'exercice 2011.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

SIÈGE SOCIAL

Adresse du bureau

Financière Canaccord Inc.
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, C.-B., Canada

Adresse postale

P.O. Box 10337
Pacific Centre
2200 – 609 Granville Street
Vancouver, C.-B., V7Y 1H2, Canada

INSCRIPTIONS EN BOURSE

Bourse de Toronto : CF
AIM : CF.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Jamie Kokoska
Directrice, Relations et communications
avec les investisseurs
3000 – 161 Bay Street
Toronto, Ont., Canada
Téléphone : (416) 869-7293
Télécopieur : (416) 947-8343
Courriel :
investor.relations@canaccord.com

RELATIONS AVEC LES MÉDIAS ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS DES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS ET DES ANALYSTES

Scott Davidson
Directeur général,
chef du service du marketing et
des communications mondial
Téléphone : (416) 869-3875
Courriel :
scott.davidson@canaccord.com

Le rapport annuel 2010 de Financière Canaccord Inc. est disponible sur notre site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com. Pour un exemplaire imprimé, veuillez communiquer avec le service des relations avec les investisseurs.

DATES DE PUBLICATION DES RÉSULTATS ET DES DIVIDENDES¹ PRÉVUES POUR L'EXERCICE 2011

	<i>Dates de publication des résultats prévues</i>	<i>Date de clôture des registres</i>	<i>Date de versement</i>
T1/11	5 août 2010	27 août 2010	10 septembre 2010
T2/11	4 novembre 2010	19 novembre 2010	10 décembre 2010
T3/11	10 février 2011	4 mars 2011	15 mars 2011
T4/11	18 mai 2011	3 juin 2011	15 juin 2011

1) Les dividendes sont assujettis à l'approbation du conseil d'administration. Tous les versements de dividendes dépendent de la conjoncture économique générale et de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de la Société, ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

RESSOURCES À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Pour de l'information sur les transferts d'actions, les changements d'adresse, les dividendes, les certificats d'actions perdus, les formulaires d'impôt et les transferts de succession, communiquer avec :

Services aux investisseurs computershare inc.

100 University Avenue, 9th Floor
Toronto, Ont., M5J 2Y1
Téléphone : 1-800-564-6253
(sans frais en Amérique du Nord)
(514) 982-7555 (international)
Télécopieur : 1-866-249-7775
(sans frais en Amérique du Nord) ou
(416) 263-9524 (international)
Courriel : service@computershare.com
Site Web : www.computershare.com
Possibilité pour les actionnaires inscrits de s'inscrire au Centre des investisseurs pour avoir accès à un outil de gestion de compte libre-service.

INFORMATION FINANCIÈRE

Pour consulter de l'information financière courante et archivée de la Société, visiter le site Web à l'adresse www.canaccordfinancial.com/fr/ir.

VÉRIFICATEUR

Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Comptables agréés
Vancouver, C.-B.

SITE WEB DE LA SOCIÉTÉ

www.canaccordfinancial.com

